

Allocution télévisée de M. Emmanuel Macron, président de la République, sur la lutte contre l'épidémie de Covid-19 par l'augmentation des lits en réanimation, l'extension des restrictions de déplacement à l'ensemble du territoire métropolitain, la fermeture des établissements scolaires et l'accélération de la vaccination, à Paris le 31 Mars 2021.

Intervenant(s) :

[Emmanuel Macron](#) - Président de la République

Mes chers compatriotes,

Je veux ce soir saluer à nouveau en notre nom à tous l'action remarquable de nos soignants et en particulier des équipes de réanimation et de soins critiques, qui, secteur public comme secteur privé, agissent main dans la main, mutualisent les équipes, innovent, non seulement pour soigner les 28 000 malades du COVID à l'hôpital, mais aussi pour transformer des salles d'opération en salle de réanimation, pour assurer une continuité de soins pour les patients atteints de maladies graves comme le cancer, pour tous les moyens d'urgence, faire en sorte que tous les reçoivent et que tous puissent avoir les soins dont ils ont besoin.

En mars dernier, à cette heure-ci, nous les applaudissons. N'oublions pas que depuis un an ils sont sur le pont. Sans relâche.

Pour augmenter encore le nombre de personnes pouvant être accueillies en réanimation sans trop déprogrammer, ils sont et seront appuyés dans les prochains jours par des renforts supplémentaires.

Le nombre de lits en réanimation a déjà été porté à 7000.

Et je veux ici remercier les étudiants en médecine, les retraités, le service de santé des armées, tous les volontaires de la réserve sanitaire : tous sont mobilisés, seront mobilisés de manière accrue pour porter dans les prochains jours notre capacité à un peu plus 10 000 lits, en particulier aussi avec l'ouverture de nouvelles capacités d'accueil dans certains hôpitaux parisiens.

Deuxième effort, qui nous concerne tous, celui-ci : les règles qui sont en vigueur dans les 19 départements en vigilance renforcée, ces règles seront étendues à tout le territoire métropolitain dès ce samedi soir et pour 4 semaines.

Si nous faisons ce choix qui ne concerne pas nos territoires d'outre-mer - ces territoires où le virus circule moins et qui d'ailleurs pour certains ont fait de très gros efforts il y a plusieurs semaines pour ralentir aussi le virus de leur côté - si nous faisons ce choix de toucher tout le territoire métropolitain, c'est parce que plus aucune région métropolitaine n'est aujourd'hui épargnée : partout le virus circule vite, de plus en plus vite, et partout les hospitalisations augmentent.

Et donc, chacun doit veiller non pas à s'enfermer, mais à limiter au maximum les contacts, les rencontres, les moments de proximité avec d'autres personnes.

Très concrètement cela veut dit que le couvre-feu à 19 heures sera maintenu partout. Le télétravail, qui est sans doute la mesure la plus efficace, le télétravail sera systématisé et j'appelle tous les travailleurs et tous les employeurs à y avoir recours à chaque fois qu'ils le peuvent.

Les commerces seront fermés, sur tout le territoire métropolitain selon la liste déjà définie dans les 19 départements aujourd'hui concernés.

Nos concitoyens qui souhaitent changer de région pour aller s'isoler pourront le faire durant ce week-end de Pâques.

Les Françaises et les Français de l'étranger qui veulent rentrer en France pourront aussi le faire à tout moment. Et nous ferons tout pour faciliter les trajets et le quotidien de nos concitoyens travailleurs transfrontaliers.

Alors certains militaient je le sais pour le retour généralisé de l'attestation comme en mars 2020.

Nous n'avons pas retenu cette option.

Parce que l'irresponsabilité de quelques-uns ne doit pas ruiner les efforts de tous, les contrôles, les sanctions seront renforcées sur la voie publique pour limiter les rassemblements, parce que c'est là que le danger existe, et pour encadrer la consommation d'alcool.

Mais très clairement nous faisons le choix de la confiance. Nous faisons le choix de la responsabilité, et si je puis dire, de la respiration.

L'attestation ne sera donc obligatoire en journée que pour les déplacements au-delà de 10 kilomètres du domicile.

En cette période qui est marquée par de nombreuses fêtes religieuses, je sais aussi pouvoir compter sur vous afin d'éviter, comme vous avez su le faire à Noël, les rassemblements privés, les fêtes avec les amis, la famille, les proches. J'insiste vraiment sur ce point, c'est lors de ces occasions que nous nous contaminons le plus. Il faut donc faire cet effort.

C'est un effort pour vous protéger et pour protéger les autres.

(...)

C'est pourquoi nous devons prendre nos responsabilités.

Oui, il faut freiner le virus.

Aussi, nous aller fermer durant trois semaines les crèches, les écoles, les collèges et les lycées.

Mais oui, nous devons préserver l'éducation et l'apprentissage : c'est pour cela que le calendrier scolaire sera adapté pour ne pas laisser nos enfants seuls et sans apprendre.

De manière très concrète cela signifie que la semaine prochaine, les cours pour les écoles, collèges et lycées se feront à la maison, sauf, comme au printemps 2020, pour les enfants des soignants et de quelques autres professions, qui seront accueillis, de même que les enfants en situation de handicap qui doivent continuer à pouvoir être accueillis dans le secteur médico-social.

(...)

Je sais, croyez-moi, ce que cette réorganisation implique de changements profonds pour les parents d'élèves et pour les familles.

Mais c'est la solution la plus adaptée pour freiner le virus tout en préservant l'éducation et donc l'avenir de nos enfants.

Le mardi 4 juillet 2017, Jean-Luc Mélenchon répondait au discours de politique générale du Premier ministre Edouard Philippe. Il a annoncé que le groupe « La France insoumise » voterait contre la confiance au gouvernement puis a dénoncé les coups de force d'Emmanuel Macron qui veut détruire le code du travail par ordonnances, faire entrer les dispositions de l'état d'urgence dans le droit commun et menace les parlementaires d'un plébiscite sur la réduction du nombre de députés. Jean-Luc Mélenchon a donné ses propositions pour «moraliser la vie politique» : châtier les corrupteurs, chasser les fraudeurs du fisc, limiter les salaires indécents des champions du CAC40, interdire les pantouflages, introduire le droit de révoquer les élus. Il a enfin dénoncé l'absence de mesures écologiques chez le Premier ministre et a proposé la sortie du nucléaire et le passage à 100% d'énergies renouvelables avant d'évoquer le «martyr des animaux».

Monsieur le Président, Monsieur le Premier ministre, Mesdames, Messieurs,
Jusqu'où et jusqu'à quand notre patience sera-t-elle encore abusée ? Je m'explique. La France Insoumise attendait avec intérêt et concentration votre discours.

C'est le seul qui compte, car c'est lui qui va être suivi d'un vote solennel sans lequel vous ne pourriez pas gouverner. Nous avons eu deux longs post-scriptum du discours du président de la République, durant deux heures. Pourquoi pas. Moi, je n'ai que dix minutes. Que reste-il de l'apparence même d'un débat parlementaire dans de telles conditions ? Je vais vous le dire pour vous rendre hommage : votre discours mérite mieux que dix minutes de commentaire. Mais je n'ai pas non plus de temps pour vous faire des compliments.

J'avais prévu de chercher à convaincre. J'en reporte le projet. Je dois me contenter de vous informer et de vous dénoncer.

Nous ne voterons pas le soutien au gouvernement, vous le saviez. Nous serons le seul groupe dont aucun des membres ne votera ce soutien, je veux le souligner. Mais nous ne voulons pas être seulement votre opposition. Nous nous présentons comme l'alternative au monde que vous représentez.

Il faut qu'il y en ait une. Car le sol se dérobera bientôt sous vos pieds. Dans un pays de longue tradition démocratique, une nation si politique qu'est la France, quand 55 % de son peuple fait la grève du vote pour les législatives – et ceci nous concerne nous aussi – alors, je vous le dis : agir comme vous le faites, c'est tirer un feu d'artifice dans une poudrière ! Car vous croyez dominer la situation en cherchant à passer en force sur des sujets essentiels qui touchent au cœur même de la nation et de son existence. Vous entrez dans le régime du coup de force permanent. Et cela non pour changer d'urgence les recettes libérales qui nous ont conduits au désastre actuel mais pour au contraire en élargir sans limite les domaines d'application.

Cette ligne moyenne européenne que vous ne cessez d'évoquer, c'est la ligne de flottaison en dessous de laquelle sont tirées les munitions qui coulent la Nation, détruisent son État et ses services publics, étranglent la Grèce, condamnent au sous-développement tout le Vieux Continent. Nous n'avons pas élu Mme Merkel. Nous n'avons que faire d'une politique de l'offre et de la contraction de la demande. Le pays est d'abord riche de ses demandes.

Vous vous donnez huit jours devant cette Assemblée pour disposer, par le moyen des ordonnances, du droit de renverser tout l'ordre public social de notre pays et sa hiérarchie des normes.

Huit jours pour abolir les résultats de cent ans de luttes sociales et de compromis sociaux. De Mai 1936 à mai 1968, en passant par le CNR, vous voulez tout disloquer en deux votes. Nous appelons cela un coup d'état social. Et nous, parlementaires, n'aurions pas le droit de toucher ni à une ligne, ni à une virgule de ces textes qui pour nous sont tant de choses.

Qui vous a demandé de le faire, sinon le MEDEF ?

Une organisation sans représentativité contrôlée, accaparant la parole de tous les patronats pourtant aussi divers que les entreprises !

Le peuple des métiers, celui qui crée seul toute la richesse de la patrie, aspire à autre chose : de la visibilité dans la vie professionnelle, de la sécurité, des bonnes payes, des retraites décentes. Il demande la fin du scandale des 9 millions de travailleurs réduits à la pauvreté dans la 5ème puissance du monde, la fin du scandale des 565 morts par an sur le poste de travail, des 1 200 personnes qui décèdent de maladies professionnelles chaque année, des 31 000 enfants sans domicile fixe, des 2 000 morts de la rue, des 2 millions et demi d'illettrés. Dans la grande et splendide France, comment cela est-il possible ? N'est-ce pas l'urgence des urgences ?

Coup de force encore, cette fois ci contre l'ordre démocratique du pays : vous pensez bouleverser tout le régime des libertés individuelles en moins d'un mois. En effet vous avez décidé de transposer dans le droit ordinaire les dispositions de l'état d'urgence. Le président de la République lui-même a dit qu'il fallait libérer le pays des contraintes de cet état d'urgence. Mais alors pourquoi le faire entrer dans la loi ordinaire ? On nous promet que cela sera réservé aux terroristes, mais vos prédécesseurs disaient de même ! 80 % des mesures effectives de privation de liberté prises dans ce cadre l'ont été contre des syndicalistes et des militants écologistes. Pourquoi croire qu'il puisse en aller autrement dorénavant ? Nous vous le redisons : l'état d'urgence permanent mis dans la loi ordinaire, c'est la victoire de notre ennemi à la fois parce qu'il prend toute la société en otage de sa violence et parce qu'il lui injecte ce recul de liberté qui est le cœur de son projet et le contraire du notre à nous tous, sur tous les bancs.

Coup de force en vue encore quand le Président menace les assemblés d'un plébiscite si elles refusent de voter la réduction du nombre des parlementaires qu'il souhaite, sans nous expliquer pourquoi moins de députés ce serait plus de démocratie. Ah bon ? Quoi ? C'est trop de deux sièges en Ariège ? Il y en avait cinq sous l'ancien régime ! Je vous mets en garde contre la démagogie antiparlementaire et l'instillation d'une méfiance généralisée contre les élus. Si vous voulez moraliser la vie politique du pays, alors châtiez les corrupteurs, chassez les fraudeurs du fisc, limitez les salaires indécentes des champions du CAC 40, interdisez les pantouflages, interdisez que l'on puisse être au conseil d'une grande société et représentant de la nation. Bref, limitez de toutes les façons possibles le pouvoir de l'argent, donnez au peuple lui-même le pouvoir de révoquer ses élus quand il le juge nécessaire. Le référendum révocatoire, voilà le moyen terrible et simple d'installer en tout point la démocratie sous le contrôle du peuple.

Coup de force, enfin, quand vous n'évoquez l'urgence écologique que pour mieux vous taire sur les urgences qui pourtant imposent des décisions immédiates. Je vous le dis avec toute la solennité qui ne vous vise pas seulement vous, monsieur le Premier ministre, mais qui appelle à faire réfléchir les collègues sur tous les bancs : le nucléaire est dangereux. Nos centrales qui ont fonctionné magnifiquement – et nous remercions ceux qui les ont fait vivre jusqu'à présent, et nous saluons leur travail – ces centrales arrivent en fin de vie, elles vont devenir dangereuses. Statistiquement, elles le deviennent. Dès lors, monsieur le Premier ministre, c'est maintenant qu'il faut décider la fermeture des dix-neuf réacteurs qui arrivent en fin de vie sous votre mandat. Il le faut parce que dans le même délai, il faut passer aux énergies renouvelables qui nous permettront – la France en a les moyens techniques et intellectuels – de passer à autre chose qu'au nucléaire, sans rupture.

Enfin, je suis bien marri de savoir que vous avez cessé le combat à l'Europe, sur les définitions que donne la Commission des perturbateurs endocriniens. La France s'honorait en résistant. C'est le moment pour moi de vous demander : comptez-vous en finir avec les OGM et les pesticides qui menacent et insécurisent non seulement l'alimentation et les êtres humains, mais leur génération même, et vous le savez ? Voilà les mesures qu'il faut prendre et qu'il faudrait annoncer dès maintenant.

Et enfin, une qui n'a jamais droit de cité à une tribune parlementaire : quand, comme mesure de civilisation, dirons-nous que nous sommes disposés à punir avec force le martyr des animaux dans une nation aussi développée et civilisée que la nôtre ?

Je n'ai que 10 minutes et j'ai l'intention de m'y tenir. Vous êtes venus ici, on finirait par le croire, nous lire les notes de bas de page du président de la République.

Puisqu'il a cité contre nous les mânes de Sieyès et de Mirabeau, que de nouveau vous avez cité, je vais rappeler que les deux n'ont été réunis que devant le roi. Ce n'est pas notre cas. Et ça ne le sera pas avant longtemps, croyez-moi. Et il y aurait bien du monde pour s'y opposer s'il le fallait.

Mais au premier, nous souvenant que Capet, le 14 juillet 1789, avait écrit comme commentaire sur son journal privé : « Rien. ». Méfiez-vous de rien. Méfiez-vous surtout des petits riens.

À Sieyès, nous prendrons la volonté de faire que le Tiers-État soit toute l'Assemblée nationale. Nous en sommes, d'une façon ou d'une autre, l'avant poste.

De Mirabeau, l'idée qu'étant ici par la volonté du peuple, les gens qui ne sont rien et se croisent dans les gares, ont une réplique pour vous, que je voudrais bien, monsieur le Premier ministre, que vous acceptiez de faire connaître à monsieur le président de la République. Les « riens » lui disent : « Nous ne sommes peut-être rien à vos yeux, mais demain nous serons tout ».

Vendredi 13 novembre, ce jour que nous n'oublierons jamais, la France a été frappée lâchement, dans un acte de guerre organisé de loin et froidement exécuté. Une horde d'assassins a tué 130 des nôtres et en a blessé des centaines, au nom d'une cause folle et d'un dieu trahi.

Aujourd'hui, la Nation tout entière, ses forces vives, pleurent les victimes. 130 noms, 130 vies arrachées, 130 destins fauchés, 130 rires que l'on n'entendra plus, 130 voix qui à jamais se sont tues. Ces femmes, ces hommes, incarnaient le bonheur de vivre. C'est parce qu'ils étaient la vie qu'ils ont été tués. C'est parce qu'ils étaient la France qu'ils ont été abattus. C'est parce qu'ils étaient la liberté qu'ils ont été massacrés.

En cet instant si grave et si douloureux, où la Nation fait corps avec elle-même, j'adresse en son nom notre compassion, notre affection, notre sollicitude, aux familles et aux proches réunis ici, dans ce même malheur. Des parents qui ne reverront plus leur enfant, des enfants qui grandiront sans leurs parents, des couples brisés par la perte de l'être aimé, des frères et des surs pour toujours séparés. 130 morts et tant de blessés marqués à jamais, marqués dans leur chair, traumatisés au plus profond d'eux-mêmes.

Alors, je veux dire simplement ces mots : la France sera à vos côtés. Nous rassemblerons nos forces pour apaiser les douleurs et après avoir enterré les morts, il nous reviendra de «réparer» les vivants. A vous tous, je vous promets solennellement que la France mettra tout en oeuvre pour détruire l'armée des fanatiques qui ont commis ces crimes, qu'elle agira sans répit pour protéger ses enfants. Je vous promets aussi que la France restera elle-même, telle que les disparus l'avaient aimée et telle qu'ils auraient voulu qu'elle demeure. Et s'il fallait une raison de nous tenir debout, aujourd'hui, une raison de nous battre pour nos principes, une raison de défendre cette République qui est notre bien commun, nous la trouverions dans leur souvenir.

(...)

Ces hommes, ces femmes, avaient tous les âges, mais la plupart avait moins de 35 ans. Ils étaient des enfants lors de la chute du mur de Berlin, ils n'avaient pas eu le temps de croire à la fin de l'Histoire, elle les avait déjà rattrapés quand survint le 11 septembre 2001. Ils avaient alors compris que le monde était guetté par de nouveaux périls. Les attentats du début de l'année les avaient bouleversés. Beaucoup, je le sais, avaient tenu à manifester le 11 janvier, comme des millions de Français. Ils avaient dit leur refus de céder face à la menace terroriste. Ils savaient que la France n'est l'ennemie d'aucun peuple, que ses soldats se portent là où on les appelle, pour protéger les plus faibles et non pour assouvir une quelconque domination.

Ces femmes, ces hommes, étaient la jeunesse de France, la jeunesse d'un peuple libre, qui chérit la culture, la sienne, c'est-à-dire toutes les cultures.

Parmi les victimes du Bataclan, beaucoup avaient fait de la musique leur métier. C'est cette musique qui était insupportable aux terroristes. C'est cette harmonie qu'ils voulaient casser, briser. C'est cette joie qu'ils voulaient ensevelir dans le fracas de leurs bombes. Et bien, ils ne l'arrêteront pas. (...)

Que veulent les terroristes ? Nous diviser, nous opposer, nous jeter les uns contre les autres. Je vous l'assure, ils échoueront. Ils ont le culte de la mort, mais nous, nous, nous avons l'amour, l'amour de la vie. (...)

Nous mènerons ce combat jusqu'au bout et nous le gagnerons en étant fidèles à l'idée même de la France. Quelle est-elle ? Un art de vivre, une volonté farouche d'être ensemble, un attachement à la laïcité, une appartenance à la Nation, une confiance dans notre destin collectif.

Je vous l'affirme ici : nous ne changerons pas et nous serons unis, unis sur l'essentiel. Et je salue, ici, devant vous, familles, ces innombrables gestes de tant de Français anonymes qui se sont pressés sur les lieux des drames pour allumer une bougie, déposer un bouquet, laisser un message, apporter un

dessin. Et si l'on cherche un mot pour qualifier cet élan, ce mot existe dans la devise de la République : c'est la fraternité.

(...)

Et si la colère nous saisit, nous la mettrons au service de la calme détermination à défendre la liberté au jour le jour, c'est-à-dire la volonté de faire de la France un grand pays, fier de son Histoire, de son mode vie, de sa culture, de son rayonnement, de son idéal universel, du respect et même de la ferveur que notre pays inspire au monde chaque fois qu'il est blessé.

Je n'oublie pas les images venues de la planète entière, célébrant dans le même mouvement, le sacrifice de ceux qui étaient tombés à Paris, comme si c'était le monde entier qui se couvrait de deuil.

Le patriotisme que nous voyons aujourd'hui se manifester, avec ces drapeaux fièrement arborés, ces rassemblements spontanés, ces foules qui chantent la Marseillaise £ tout cela n'a rien à voir avec je ne sais quel instinct de revanche ou je ne sais quel rejet de l'autre. Ce patriotisme est le symbole de notre union, de notre inaltérable résistance face aux coups qui peuvent nous être portés, car la France garde intacte, malgré le drame, malgré le sang versé, ses principes d'espérance et de tolérance.

(...)

L'attaque du 13 novembre restera dans la mémoire de la jeunesse d'aujourd'hui comme une initiation terrible à la dureté du monde, mais aussi comme une invitation à l'affronter en inventant un nouvel engagement. Je sais que cette génération tiendra solidement le flambeau que nous lui transmettons.

Je suis sûr qu'elle aura le courage de prendre pleinement en main l'avenir de notre Nation. Le malheur qui a touché les martyrs du 13 novembre investit cette jeunesse de cette grande et noble tâche. La liberté ne demande pas à être vengée, mais à être servie. Je salue cette génération nouvelle. Elle a été frappée, elle n'est pas effrayée, elle est lucide et entreprenante, à l'image des innocents dont nous portons le deuil. Elle saura, j'en suis convaincu, faire preuve de grandeur. Elle vivra, elle vivra pleinement, au nom des morts que nous pleurons aujourd'hui.

Malgré les larmes, cette génération est aujourd'hui devenue le visage de la France.

Vive la République et vive la France.

Metz – Discours de Marine Le Pen (1er mai 2019)

Mesdames et messieurs, chers amis,

Merci mes amis d'être venus pour ce grand rendez-vous traditionnel de la fête du travail et de la patrie que nous célébrons entre nous, loin du tumulte parisien, sur cette terre de Lorraine laborieuse et patriote, berceau des carolingiens et patrie de Jeanne d'Arc, mais aussi sur la terre natale de Verlaine, poète maudit, qui trouva, avec la lumière spirituelle, les mots simples pour clamer :

« l'amour de la Patrie est le premier amour

...

C'est un feu qui s'allume alors que luit le jour».

Nous voilà rassemblés pour dire combien le combat que nous menons est essentiel et que la fatalité n'est que l'autre nom de la résignation.

Nous qui avons appris de l'histoire de notre pays et de notre peuple que c'est aux hommes qu'il appartient de briser la chaîne prétendument inflexible des événements.

Nous savons que rien n'est irréversible et ce que chacun croyait en train de se graver dans le marbre froid de l'histoire peut s'écrire autrement pour peu qu'on en décide.

L'Union européenne s'est construite sur un récit gentiment orchestré, un récit savamment rabâché que certains déroulent comme un pieux parchemin :

« sur les ruines des guerres et les cendres des dictatures la grande amitié des peuples faisait naître sous l'impulsion spontanée et désintéressée des pères de l'Europe une aventure de fraternité continentale qui s'appelle Union européenne.... »

Stop ! Le récit européiste est épuisé.

Nous sommes à la fin du conte et découvrons que sous la cape du gentil chevalier se cache en réalité un ogre qui brûle de dévorer la belle princesse endormie.

Philippe de Villiers, avec le talent qu'on lui connaît, a démasqué les « pères fondateurs » autoproclamés qui n'étaient finalement que des agents d'intérêts politiques ou financiers étrangers à la France, et même à l'Europe.

Ils s'étaient eux-mêmes qualifiés d'un nom qui signait l'origine états-unienne de leurs commanditaires.

En décidant de rayer les nations de la carte européenne, les Monnet et les Schuman n'ont fait en réalité que reprendre le rêve d'une Europe impériale, par nature hégémonique et totalitaire, un rêve que d'autres avaient fait avant eux. Cela s'est toujours mal fini. Ne nous y trompons pas.

Sans le dire, malgré la reconnaissance déjà ancienne « du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », nous revivons en 2019 la lutte immémoriale des empires et des nations, l'UE.RSS contre nos nations.

Comment croire qu'une organisation qui se vit comme un empire puisse être dans une logique de coopération ?

Elle n'a pour objectif que la « normalisation » qu'ils appellent « harmonisation » qui n'est qu'une « uniformisation » à marche forcée et donc la soumission des peuples.

Et dans ce mouvement de domination collective sur les peuples, les européistes sans repère n'ont cessé d'avaliser un déséquilibre entre la France et l'Allemagne, déséquilibre dont l'histoire nous a appris la malignité et même la dangerosité.

C'est d'ailleurs le sens de l'interpellation courageuse du pourtant très européiste François Bayrou à Laurent Wauquiez, lors du dernier débat des chefs de partis. Il lui reprocha la soumission du PPE à la CDU allemande.

L'Union européenne, disons-le, s'est créée sur une escroquerie. L'Union européenne n'est pas l'Europe mais une construction idéologique.

C'est un champ d'expérimentation du mondialisme, le laboratoire du nomadisme, le terrain vague du « sans-frontiérisme. »

L'Union européenne s'est présentée à l'origine comme une organisation internationale : « internationale » c'est-à-dire littéralement entre des nations.

Pourtant, progressivement, sa horde de fonctionnaires et ses dirigeants post-nationaux ont mis en place les éléments constitutifs d'un Etat fédéral et ils ont vampirisé méthodiquement toutes les parcelles de souveraineté des pays.

Cette organisation transnationale s'est progressivement conféré les attributs d'un Etat : une administration, une capitale (Bruxelles), un drapeau, un hymne, une Constitution (bidouillée) et maintenant ils veulent une armée, demain un impôt européen et un siège au Conseil de sécurité de l'ONU – en l'occurrence un siège qu'ils ont l'intention de subtiliser à la France.

Evidemment, nous ne les laisserons pas faire !

Le général de Gaulle dans ses Mémoires d'Espoir nous mettait en garde contre cette tentation hégémonique :

« A quelle profondeur d'illusion ou de parti pris faudrait-il plonger, en effet, pour croire que des nations européennes, forgées au long des siècles par des efforts et des douleurs sans nombre, ayant chacune sa géographie, son histoire, sa langue, ses traditions, ses institutions, pourraient cesser d'être elles-mêmes et n'en plus former qu'une seule ? »

Ne vous y trompez pas les amis, l'Union européenne, en faillite, rejetée par les peuples, continue malgré les revers et les échecs d'avancer inexorablement : elle se veut et elle se vit quasiment comme un Etat unitaire avec des provinces, c'est-à-dire nos pays, qui finissent par avoir moins de pouvoir que les Etats fédérés américains : ni les référendums français, hollandais ou irlandais, ni le Brexit qui sont autant de clignotants rouges sur le passage du train fou de l'Union européenne, ni le précipice vers lequel elle nous mène n'ont suscité la moindre remise en cause.

Si les peuples ne les arrêtent pas, ils ne s'arrêteront pas !

Nous y travaillons.

Notre projet n'est pas de descendre sur le quai ni de rester dans le wagon à regarder les beaux paysages et les vaches qui broutent, mais de monter dans la locomotive pour rediriger le train sur les bons aiguillages.

(...)

Il nous reste moins d'un mois pour arracher le sort de cette bataille électorale de la plus grande importance et, pour cela, convaincre, convaincre et encore convaincre.

Comme en Espagne il y a quelques jours, avec nos amis de Vox, ou en Estonie avec nos amis de ECRE, partout les peuples d'Europe redressent la tête et fièrement se lèvent pour reprendre le pouvoir qui leur a été enlevé.

Le souffle bienfaisant de la liberté gonfle nos voiles et porte haut les étendards de nos patries.

La France fidèle à sa vocation qui est de montrer la voie aux peuples et de conduire la marche de l'histoire, sera au rendez-vous que le destin nous fixe.

Avec vous !

Grâce à vous !

En avant pour une grande victoire !

Vive la liberté !

Vive la belle Europe des nations !

Vive la République !

Vive la France !

En septembre 2002, lors du Sommet sur la Terre de Johannesburg, Jacques Chirac prononce un discours alarmiste sur le climat, et prononce cette phrase, devenue célèbre : "Notre maison brûle et nous regardons ailleurs..."

"Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Notre maison brûle et nous regardons ailleurs. La nature, mutilée, surexploitée, ne parvient plus à se reconstituer et nous refusons de l'admettre. L'humanité souffre. Elle souffre de mal-développement, au Nord comme au Sud, et nous sommes indifférents. La terre et l'humanité sont en péril et nous en sommes tous responsables.

Il est temps, je crois, d'ouvrir les yeux. Sur tous les continents, les signaux d'alerte s'allument. L'Europe est frappée par des catastrophes naturelles et des crises sanitaires. L'économie américaine, souvent boulimique en ressources naturelles, paraît atteinte d'une crise de confiance dans ses modes de régulation. L'Amérique Latine est à nouveau secouée par la crise financière et donc sociale. En Asie, la multiplication des pollutions, dont témoigne le nuage brun, s'étend et menace d'empoisonnement un continent tout entier. L'Afrique est accablée par les conflits, le SIDA, la désertification, la famine. Certains pays insulaires sont menacés de disparition par le réchauffement climatique.

Nous ne pourrions pas dire que nous ne savions pas! Prenons garde que le 21e siècle ne devienne pas, pour les générations futures, celui d'un crime de l'humanité contre la vie.

Notre responsabilité collective est engagée. Responsabilité première des pays développés. Première par l'histoire, première par la puissance, première par le niveau de leurs consommations. Si l'humanité entière se comportait comme les pays du Nord, il faudrait deux planètes supplémentaires pour faire face à nos besoins.

Responsabilité des pays en développement aussi. Nier les contraintes à long terme au nom de l'urgence n'a pas de sens. Ces pays doivent admettre qu'il n'est d'autre solution pour eux que d'inventer un mode de croissance moins polluant.

Dix ans après Rio, nous n'avons pas de quoi être fiers

Dix ans après Rio, nous n'avons pas de quoi être fiers. La mise en oeuvre de l'Agenda 21 est laborieuse. La conscience de notre défaillance doit nous conduire, ici, à Johannesburg, à conclure l'alliance mondiale pour le développement durable.

Une alliance par laquelle les pays développés engageront la révolution écologique, la révolution de leurs modes de production et de consommation. Une alliance par laquelle ils consentiront l'effort de solidarité nécessaire en direction des pays pauvres. Une alliance à laquelle la France et l'Union européenne sont prêtes.

Une alliance par laquelle le monde en développement s'engagera sur la voie de la bonne gouvernance et du développement propre.

Nous avons devant nous, je crois, cinq chantiers prioritaires.

Le changement climatique d'abord. Il est engagé du fait de l'activité humaine. Il nous menace d'une tragédie planétaire. Il n'est plus temps de jouer chacun pour soi. De Johannesburg, doit s'élever un appel solennel vers tous les pays du monde, et d'abord vers les grands pays industrialisés, pour qu'ils ratifient et appliquent le Protocole de Kyoto. Le réchauffement climatique est encore réversible. Lourde serait la responsabilité de ceux qui refuseraient de le combattre.

Deuxième chantier: l'éradication de la pauvreté. A l'heure de la mondialisation, la persistance de la pauvreté de masse est un scandale et une aberration. Appliquons les décisions de Doha et de Monterrey. Augmentons l'aide au développement pour atteindre dans les dix ans au maximum les 0,7 % du PIB. Trouvons de nouvelles sources de financement. Par exemple par un nécessaire prélèvement de solidarité sur les richesses considérables engendrées par la mondialisation.

Troisième chantier: la diversité. La diversité biologique et la diversité culturelle, toutes deux patrimoine commun de l'humanité, toutes deux sont menacées. La réponse, c'est l'affirmation du droit à la diversité et l'adoption d'engagements juridiques sur l'éthique.

Quatrième chantier: les modes de production et de consommation. Avec les entreprises, il faut mettre au point des systèmes économes en ressources naturelles, économes en déchets, économes en pollutions. L'invention du développement durable est un progrès fondamental au service duquel nous devons mettre les avancées des sciences et des technologies, dans le respect du principe de précaution. La France proposera à ses partenaires du G8 l'adoption, lors du Sommet d'Evian en juin prochain, d'une initiative pour stimuler la recherche scientifique et technologique au service du développement durable.

Cinquième chantier: la gouvernance mondiale, pour humaniser et pour maîtriser la mondialisation. Il est temps de reconnaître qu'il existe des biens publics mondiaux et que nous devons les gérer ensemble. Il est temps d'affirmer et de faire prévaloir un intérêt supérieur de l'humanité, qui dépasse à l'évidence l'intérêt de chacun des pays qui la compose.

Pour mieux gérer l'environnement, nous avons besoin d'une Organisation mondiale de l'environnement

Pour assurer la cohérence de l'action internationale, nous avons besoin, je l'ai dit à Monterrey, d'un Conseil de sécurité économique et social.

Pour mieux gérer l'environnement, pour faire respecter les principes de Rio, nous avons besoin d'une Organisation mondiale de l'environnement.

Pour vérifier l'application de l'Agenda 21 et du Plan d'action de Johannesburg, la France propose que la Commission du développement durable soit investie d'une fonction d'évaluation par les pairs, comme cela existe par exemple à l'OCDE. Et la France est prête à se soumettre la première à cette évaluation.

Monsieur le Président,

Au regard de l'histoire de la vie sur terre, celle de l'humanité commence à peine. Et pourtant, la voici déjà, par la faute de l'homme, menaçante pour la nature et donc elle-même menacée. L'Homme, pointe avancée de l'évolution, peut-il devenir l'ennemi de la Vie? Et c'est le risque qu'aujourd'hui nous courons par égoïsme ou par aveuglement.

L'humanité a rendez-vous avec son destin

Il est apparu en Afrique voici plusieurs millions d'années. Fragile et désarmé, il a su, par son intelligence et ses capacités, essaimer sur la planète entière et lui imposer sa loi. Le moment est venu pour l'humanité, dans la diversité de ses cultures et de ses civilisations, dont chacune a droit d'être respectée, le moment est venu de nouer avec la nature un lien nouveau, un lien de respect et d'harmonie, et donc d'apprendre à maîtriser la puissance et les appétits de l'homme.

Et aujourd'hui, à Johannesburg, l'humanité a rendez-vous avec son destin. Et quel plus beau lieu que l'Afrique du Sud, cher Thabo MBEKI, cher Nelson MANDELA, pays emblématique par son combat victorieux contre l'apartheid, pour franchir cette nouvelle étape de l'aventure humaine!

Je vous remercie."

Le 4 octobre 1984, Sankara s'adresse à la Trente-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. La source de son discours ci-après est une brochure distribuée par la représentation du Burkina Faso auprès des Nations Unies.

Monsieur les Président,

Il n'y a plus de duperie possible. Le Nouvel Ordre Economique Mondial pour lequel nous luttons et continuerons à lutter, ne peut se réaliser que :

- si nous parvenons à ruiner l'ancien ordre qui nous ignore,
- si nous imposons la place qui nous revient dans l'organisation politique du monde,
- si, prenant conscience de notre importance dans le monde, nous obtenons un droit de regard et de décision sur les mécanismes qui régissent le commerce, l'économie et la monnaie à l'échelle planétaire.

Le Nouvel Ordre Economique international s'inscrit tout simplement, à côté de tous les autres droits des peuples, droit à l'indépendance, au libre choix des formes et de structures de gouvernement, comme le droit au développement. Et comme tous les droits des peuples, il s'arrache dans la lutte et par la lutte des peuples. Il ne sera jamais le résultat d'un acte de la générosité d'une puissance quelconque.

Je conserve en moi la confiance inébranlable, confiance partagée avec l'immense communauté des pays non-alignés, que sous les coups de boutoir de la détresse hurlante de nos peuples, notre groupe va maintenir sa cohésion, renforcer son pouvoir de négociation collective, se trouver des alliés parmi les nations et commencer, de concert avec ceux qui peuvent encore nous entendre, l'organisation d'un système de relations économiques internationales véritablement nouveau.

Monsieur le Président,

Si j'ai accepté de me présenter devant cette illustre assemblée pour y prendre la parole, c'est parce que malgré les critiques qui lui sont adressées par certains grands contributeurs, les Nations Unies demeurent la tribune idéale pour nos revendications, le lieu obligé de la légitimité des pays sans voix.

C'est cela qu'exprime avec beaucoup de justesse notre Secrétaire général lorsqu'il écrit : *"L'organisation des Nations Unies est unique en ce qu'elle reflète les aspirations et les frustrations de nombreux pays et gouvernements du monde entier. Un de ses grands mérites est que toutes les Nations, y compris celles qui sont faibles, opprimées ou victimes de l'injustice, (il s'agit de nous), peuvent, même lorsqu'elles sont confrontées aux dures réalités du pouvoir, y trouver une tribune et s'y faire entendre. Une cause juste, même si elle ne rencontre que revers ou indifférence, peut trouver un écho à l'Organisation des Nations Unies ; cet attribut de l'Organisation n'est pas toujours prisé, mais il n'en est pas moins essentiel"*.

On ne peut mieux définir le sens et la portée de l'Organisation.

Aussi est-il, pour chacun de nous, un impératif catégorique de consolider les assises de notre Organisation, de lui donner les moyens de son action. Nous adoptons en conséquence, les propositions faites à cette fin par le Secrétaire Général, pour sortir l'Organisation des nombreuses impasses, soigneusement entretenues par le jeu des grandes puissances afin de la discréditer aux yeux de l'opinion publique.

Monsieur le Président,

Reconnaissant les mérites mêmes limités de notre Organisation, je ne peux que me réjouir de la voir compter de nouveaux adhérents. C'est pourquoi la délégation burkinabè salue l'entrée du 159ème membre de notre Organisation : l'Etat du Brunei Darussalam.

C'est la déraison de ceux entre les mains desquelles la direction du monde es tombée par le hasard des choses qui fait l'obligation au Mouvement des pays non alignés, auquel je l'espère, se joindra bientôt l'Etat du Brunei Darussalam, de considérer comme un des objectifs permanents de sa lutte, le combat pour le désarmement qui est un des aspects essentiels et une condition première de notre droit au développement.

Il faut, à notre avis des études sérieuses prenant en compte tous les éléments qui ont conduit aux calamités qui ont fondu sur le monde. A ce titre, le Président Fidel Castro en 1979, a admirablement exprimé notre point de vue à l'ouverture du sixième sommet des Pays non alignés lorsqu'il déclarait : *"Avec 300 milliards de dollars, on pourrait construire en un an 600000 écoles pouvant recevoir 400 millions d'enfants ; ou 60 millions de logements confortables pour 300 millions de personnes ; ou 30000 hôpitaux équipés de 18 millions de lits ; ou 20000 usines pouvant employer plus de 20 millions de travailleurs ou irriguer 150 millions d'hectares de terre qui, avec les moyens techniques adéquats pourraient alimenter un milliard de personnes..."*

En multipliant aujourd'hui ce chiffre par 10, je suis certainement en deçà de la réalité, on réalise ce que l'Humanité gaspille tous les ans dans le domaine militaire, c'est-à-dire contre la paix.

On perçoit aisément pourquoi l'indignation des peuples se transforme rapidement en révolte et en révolution devant les miettes qu'on leur jette sous la forme ignominieuse d'une certaine "aide", assortie de conditions parfois franchement abjectes. On comprend enfin pourquoi dans le combat pour le développement, nous nous désignons comme des militants inlassables de la paix.

Nous faisons le serment de lutter pour atténuer les tensions, introduire les principes d'une vie civilisée dans les relations internationales et les étendre à toutes les parties du monde. Ce qui revient à dire que nous ne pouvons assister passifs, au trafic des concepts.

Nous réitérons notre résolution d'être des agents actifs de la paix ; de tenir notre place dans le combat pour le désarmement ; d'agir enfin dans la politique internationale comme le facteur décisif, libéré de toute entrave vis-à-vis de toutes les grandes puissances, quels que soient les projets de ces dernières.

Mais la recherche de la paix va de pair avec l'application ferme du droit des pays à l'indépendance, des peuples à la liberté et des nations à l'existence autonome. Sur ce point, le palmarès le plus pitoyable, le plus lamentable _ oui, le plus lamentable_ est détenu au Moyen Orient en termes d'arrogance, d'insolence et d'incroyable entêtement par un petit pays, Israël, qui, depuis, plus de vingt ans, avec l'inqualifiable complicité de son puissant protecteur les Etats-Unis, continue à défier la communauté internationale.

Au mépris d'une histoire qui hier encore, désignait chaque Juif à l'horreur des fours crématoires, Israël en arrive à infliger à d'autres ce qui fut son propre calvaire. En tout état de cause, Israël dont nous aimons le peuple pour son courage et ses sacrifices d'hier, doit savoir que les conditions de sa propre quiétude ne résident pas dans sa puissance militaire financée de l'extérieur. Israël doit commencer à apprendre à devenir une nation comme les autres, parmi les autres.

Pour l'heure, nous tenons à affirmer du haut de cette tribune, notre solidarité militante et agissante à l'endroit des combattants, femmes et hommes, de ce peuple merveilleux de la Palestine parce que nous savons qu'il n'y a pas de souffrance sans fin.

Le discours de Nicolas Sarkozy

publié le 6 mai 2007 à 7h00

Mes chers compatriotes,
En m'adressant à vous ce soir, dans ce moment qui est, chacun le comprend, exceptionnel dans la vie d'un homme, je ressens une immense émotion.

J'éprouve depuis mon plus jeune âge la fierté indicible d'appartenir à une grande, vieille et belle nation, la France. Je l'aime comme on aime les êtres chers qui nous ont tout donné. Maintenant c'est à mon tour de tout lui donner.

Ce soir ma pensée va aux millions de Français qui aujourd'hui m'ont témoigné leur confiance. Je veux leur dire qu'ils m'ont fait le plus grand honneur qui soit à mes yeux en me jugeant digne de présider aux destinées de la France. Ma pensée va à tous ceux qui m'ont accompagné dans cette campagne. Je veux leur dire ma gratitude et mon affection.

Ma pensée va à Madame Royal. Je veux lui dire que j'ai du respect pour elle et pour ses idées dans lesquelles tant de Français se sont reconnus.

Ma pensée va à tous les Français qui n'ont pas voté pour moi. Je veux leur dire que par-delà le combat politique, par-delà les divergences d'opinions, il n'y a pour moi qu'une seule France.

Je veux leur dire que je serai le Président de tous les Français, que je parlerai pour chacun d'entre eux. Je veux leur dire que ce soir, ce n'est pas la victoire d'une France contre une autre. Il n'y a pour moi ce soir qu'une seule victoire, celle de la démocratie, celle des valeurs qui nous unissent, celle de l'idéal qui nous rassemble. Ma priorité sera de tout mettre en œuvre pour que les Français aient toujours envie de se parler, de se comprendre, de travailler ensemble.

Le peuple français s'est exprimé. Il a choisi de rompre avec les idées, les habitudes et les comportements du passé. Je veux réhabiliter le travail, l'autorité, la morale, le respect, le mérite. Je veux remettre à l'honneur la nation et l'identité nationale. Je veux rendre aux Français la fierté d'être Français. Je veux en finir avec la repentance qui est une forme de haine de soi, et la concurrence des mémoires qui nourrit la haine des autres.

Le peuple français a choisi le changement. Ce changement je le mettrai en œuvre parce que c'est le mandat que j'ai reçu du peuple et parce que la France en a besoin. Mais je le ferai avec tous les Français. Je le ferai dans un esprit d'union et de fraternité. Je le ferai sans que personne n'ait le sentiment d'être exclu, d'être laissé pour compte. Je le ferai avec la volonté que chacun puisse trouver sa place dans notre République, que chacun s'y sente reconnu et respecté dans sa dignité de citoyen et dans sa dignité d'homme. Tous ceux que la vie a brisés, ceux que la vie a usés doivent savoir qu'ils ne seront pas abandonnés, qu'ils seront aidés, qu'ils seront secourus. Ceux qui ont le sentiment que quoi qu'ils fassent ils ne pourront pas s'en sortir doivent être sûrs qu'ils ne seront pas laissés de côté et qu'ils auront les mêmes chances que les autres.

J'appelle tous les Français par-delà leurs partis, leurs croyances, leurs origines, à s'unir à moi pour que la France se remette en mouvement.

J'appelle chacun à ne pas se laisser enfermer dans l'intolérance et dans le sectarisme, mais à s'ouvrir aux autres, à ceux qui ont des idées différentes, à ceux qui ont d'autres convictions.

Je veux lancer un appel à nos partenaires européens, auxquels notre destin est lié, pour leur dire que toute ma vie j'ai été européen, que je crois en la construction européenne et que ce soir la France est de retour en Europe. Mais je les conjure d'entendre la voix des peuples qui veulent être protégés. Je les conjure de ne pas rester sourds à la colère des peuples qui perçoivent l'Union Européenne non comme une protection mais comme le cheval de Troie de toutes les menaces que portent en elles les transformations du monde. Je veux lancer un appel à nos amis Américains pour leur dire qu'ils peuvent compter sur notre amitié qui s'est forgée dans les tragédies de l'Histoire que nous avons affrontées ensemble. Je veux leur dire que la France sera toujours à leurs côtés quand ils auront besoin d'elle. Mais je veux leur dire aussi que l'amitié c'est accepter que ses amis puissent penser différemment, et qu'une grande nation comme les Etats-Unis a le devoir de ne pas faire obstacle à la lutte contre le réchauffement climatique, mais au contraire d'en prendre la tête parce que ce qui est en jeu c'est le sort de l'humanité tout entière.

Je veux lancer un appel à tous les peuples de la Méditerranée pour leur dire que c'est en Méditerranée que

tout se joue, et que nous devons surmonter toutes les haines pour laisser la place à un grand rêve de paix et de civilisation. Je veux leur dire que le temps est venu de bâtir ensemble une Union Méditerranéenne qui sera un trait d'union entre l'Europe et l'Afrique.

Je veux lancer à tous les Africains un appel fraternel pour leur dire que nous voulons les aider à vaincre la maladie, la famine et la pauvreté et à vivre en paix. Je veux leur dire que nous déciderons ensemble d'une politique d'immigration maîtrisée et d'une politique de développement ambitieuse.

Je veux lancer un appel à tous ceux qui dans le monde croient aux valeurs de tolérance, de liberté, de démocratie et d'humanisme, à tous ceux qui sont persécutés par les tyrannies et par les dictatures, à tous les enfants et à toutes les femmes martyrisés dans le monde pour leur dire que la France sera à leurs côtés, qu'ils peuvent compter sur elle.

Mes chers compatriotes, nous allons écrire ensemble une nouvelle page de notre histoire. Je suis sûr qu'elle sera grande et belle, et du fond du cœur ce soir je vous dis :

Vive la République !

Vive la France !

Discours de François Mitterrand du 17 mai 1995

Le 17 mai 1995 se tenait la passation des pouvoirs entre François Mitterrand et Jacques Chirac à la présidence de la République. A l'issue de celle-ci François Mitterrand tient son "dernier" discours au siège du Parti socialiste, rue de Solférino.

François Mitterrand au siège du Parti socialiste, le 17 mai 1995, lors de son discours d'un "adieu" faisant suite à la passation entre lui et Jacques Chirac. (avec l'aimable autorisation de Claude Azoulay)

« Le Parti socialiste est désormais le Parti de l'alternance. Lorsque les Français désireront changer de politique, c'est vers vous qu'ils se tourneront, et c'est peut-être l'un des grands progrès de ces dernières années, de ce qui a suivi 1971, Epinay, puis 1981, c'est que nous sommes redevenus, vous êtes redevenus, une force politique et sociale capable d'entraîner la France chaque fois qu'elle en sentira la nécessité pour plus de justice, pour plus de liberté, pour la mise en place d'une certaine idée de la société qui nous est chère.

C'est très agréable de vous retrouver ici, comme cela, aujourd'hui, je ne veux pas avoir l'air d'organiser une contre-manifestation... ce serait mal venu, et d'autre part, moi j'achève ma vie politique, je ne suis pas venu ici pour la recommencer, je l'achève, j'aborde la dernière étape de mon existence, dont j'ignore la durée, mais enfin elle ne peut pas être extrêmement longue, non pas forcément à cause de la maladie, mais parce que en même temps on vieillit et je connais les statistiques sur la durée de la vie humaine, mais malgré tout, il est des moments où un homme sent bien qu'il est des... comment dirais-je ... instants où la vie s'exalte ou s'accomplit, ce moment en fait partie.

Je me souviens de notre premier rassemblement de 1971 et de ce qui a suivi le Congrès d'Epinay, je me souviens aussi de l'élan formidable qui m'a accompagné en 1981, je me souviens de la force et de l'espoir qui nous portaient lorsque nous nous sommes installés chez vous, Pierre Mauroy, qui m'avez accompagné à l'Arc de Triomphe selon la tradition, le jour de mon investiture, et puis les gouvernements qui ont suivi, mais pouvions-nous mesurer la somme des difficultés qui nous attendaient ?

D'abord, c'était le premier gouvernement socialiste, on pourrait dire, naturellement, le deuxième historiquement ce serait beaucoup plus vrai, après celui de Léon Blum en 1936. Tous les autres étaient des gouvernements de coalition qui ne prétendaient pas accomplir ou faire avancer le programme et les idées des socialistes.

Deux gouvernements, deux périodes dans toute l'histoire de la République.

Cette dernière période a effectivement duré dix ans sur quatorze, puisque pour les quatre ans à soustraire, il a fallu que je me débrouille ! Je me retrouvais un peu tout seul, avec de ci de là un visage connu, mais finalement, on a tenu et je crois qu'aujourd'hui la France nous sait gré d'avoir réussi l'alternance, d'avoir géré la France correctement, d'avoir imposé quelques idées nouvelles et d'avoir modifié des lois importantes.

(...)

Nous sommes maintenant vraiment appelés, vous êtes appelés, après moi, dans les temps qui viennent, et surtout les plus jeunes, à devoir vous considérer comme un Parti d'opposition, lorsque c'est nécessaire, et un Parti de gouvernement lorsqu'il le faut aussi.

(...)

Je remercie ceux qui m'ont beaucoup aidé, accompagné au cours de ces longues années, certains sont sur la tribune. Je suis très heureux du réveil que j'observe, le réveil de l'espoir, la force des consciences, votre élan militant, la réalité de votre organisation, la réussite de la campagne présidentielle, tout cela me remplit de joie. On ne peut pas limiter la vie d'une organisation et surtout d'une grande idée d'organisation de la société, à la vie, au travail d'un homme, et même à sa tâche réussie, moins réussie, peu importe, chacun le dira, mais cela va beaucoup plus loin, vous êtes beaucoup plus que cela, vous êtes même la génération qui transmettra à d'autres, et moi pour le peu de temps que j'ai devant moi, je suis heureux de retrouver des socialistes, des camarades, des amis dont je sais que retournés chez eux, il leur faudra reprendre la tâche, patiemment, résolument, entourés souvent par des classes dirigeantes hostiles, obligés d'affronter constamment des revendications qu'ils ne sauront satisfaire, bref la vie politique dans toute son ampleur, telle qu'elle est, telle qu'elle se vit, telle qu'elle se fait.

Cela vous attend. Vous allez continuer après moi, vous avez commencé avec moi, ou bien vous avez rejoint le gros de la troupe au cours de ces trente dernières années.

(...)

C'est pour moi une joie que de savoir ici présents tant de militants et tant d'élus du Parti qui font que même si les tourmentes à la tête parfois font courber les cimes des arbres, à la base c'est solide, parce qu'on y croit et parce qu'on se dévoue.

Chers amis, au revoir et merci. »

Discours de M. François Mitterrand, Président de la République, devant l'Assemblée fédérale tchécoslovaque, sur les perspectives d'une Europe élargie intégrant les pays de l'Est au sein d'une confédération

Prague, le 13 septembre 1990.

Monsieur le Président,
– Mesdames et messieurs,

– J'ai dit tout cela il y a moins d'un an devant le Parlement européen de Strasbourg en appelant les peuples de l'autre Europe, votre peuple parmi les autres, à définir et tracer en commun avec nous une voie nouvelle pour l'Europe. Je ne ferai pas ici le catalogue des liens qui unissent maintenant les pays de la Communauté des Douze et les pays d'Europe centrale, notamment la Tchécoslovaquie. Le Conseil européen d'avril 1990 a décidé de négocier avec les pays d'Europe en question de nouveaux accords d'association prévoyant un cadre institutionnel pour le dialogue politique. Pour la Tchécoslovaquie, les discussions, les conversations commenceront cet automne. Mais au-delà des mesures commerciales, concevons une certaine façon de construire l'Europe, notre Europe, celle de la géographie et donc celle de l'histoire et celle de la culture. Nous avons déjà des instruments. On a créé récemment la Banque pour le développement et la reconstruction de l'Europe de l'Est. Cette création a été proposée par la France. Elle a été décidée en décembre 1989 par le Conseil européen de Strasbourg. Je sais le rôle qu'a joué la délégation tchécoslovaque que j'ai eu le plaisir de rencontrer à l'époque lors de la conférence constitutive de la banque. Votre pays est membre plein de cette institution européenne où chacun j'en suis sûr, tirera le plus grand profit de sa coopération avec les autres.

– Multiplions ces institutions, prenons l'habitude de travailler ensemble, n'abordons pas le droit public - et en particulier le droit constitutionnel - à la hache. Créons d'abord des réalités, ne froissons pas l'esprit national des peuples, créons à mesure que nous avançons ce dont nous avons besoin, les instruments qui nous serviront à bâtir l'Europe.

– J'ai parlé de la Communauté des Douze, c'est pour dire qu'il existe là une Europe organisée et qui fait chaque jour ses preuves. Je demande à cette Europe-là, là-bas à l'Ouest, de traiter au plus tôt, sous la forme qui sera choisie, des accords d'association. Que vous ne soyez plus une série de peuples, libérés certes de tous pouvoirs tutélaires, - heureusement pour vous - mais en même temps ayant à traiter isolément dans les difficultés et la pénurie avec les peuples les plus prospères du même continent.

– Il faut que la Communauté s'ouvre. Elle ne le pourra pas d'un coup, tant sont lourdes les contraintes que suppose la signature des traités qui nous lient. Mais nous avons mis beaucoup d'années à procéder à des élargissements successifs. Considérons que le peuple tchécoslovaque est l'un des plus réels, des plus anciens d'Europe. Considérons que nous devons, un jour - le plus tôt sera le mieux, mais étudions les choses avec raison, sagesse et expérience - être dans les mêmes structures. Mais nous sommes déjà dans la conférence sur la Sécurité et la coopération en Europe.
(...)

Mais voilà que l'histoire du monde s'éclaire tout autrement, après l'antagonisme est-ouest, qui entretenait beaucoup de conflits régionaux dans le monde. On vient de le voir avec les dernières décisions du Conseil de Sécurité sur les problèmes si difficiles du Moyen-Orient où les cinq membres permanents, les Etats-Unis d'Amérique, la Grande Bretagne, la France, l'Union soviétique, la Chine ont voté les mêmes résolutions, y compris la dernière qui comporte des

mesures de contraintes. Voici donc pour la première fois cette grande assemblée internationale, semble-t-il décidée, et disposant du moyen de faire obéir ses propres décisions.

– Qui aurait imaginé cela au moment de l’affaire de Cuba ou du mur de Berlin, au moment de la guerre froide ? Il y a ce conflit dans le Golfe arabo-persique. La France agit là en application des décisions des Nations unies. Elle est présente avec des forces militaires, aéronavales importantes. La situation est si difficile qu’on peut se demander si toutes les chances de la paix ne reposent pas sur la réussite de l’embargo qui n’ira pas sans douleur et sans misère. Et pourtant, c’est ce qu’il faut faire. Il faut que la loi internationale obtienne raison et autant que possible sans recours à la guerre, mais si cela devait échouer, quelle issue ? C’est là que l’on aperçoit à quel point le rôle nouveau des Nations unies, le prestige retrouvé et la capacité d’action ajoutée à la capacité de dire le droit deviennent et deviendront un élément déterminant de la protection de la paix dans le monde, dans le respect du droit international.

– Vous citant cet exemple, je suis resté dans l’actualité, mais l’on pourrait élargir ce raisonnement. Les Nations unies ont souvent adopté telle ou telle résolution. Elles n’ont pas été en mesure de se faire entendre. Elles ont donc accepté bien des injustices. Il faudra revenir là-dessus. Mais ce n’est pas parce qu’hier l’injustice a pu être commise, qu’il ne faut pas se réjouir au moment où soudain la justice l’emporte. Je me réjouirai de voir la Tchécoslovaquie jouer son rôle et prendre sa place de plus en plus dans le concert des nations au service du droit, de la liberté, de la justice et de la paix. Et il me semble que, disant cela, j’interprète assez fidèlement ce que vous dites vous-même, ce que j’entends venir de Prague.

Mesdames et messieurs, nous avons, de France, suivi avec tant de passion les événements que vous avez vécus depuis longtemps. Nous avons vécu 1968 avec douleur nous aussi. Nous avons, je l’ai dit, admiré le courage de ceux qui ont symbolisé la lutte patriotique des Tchécoslovaques et nous pensons que vous n’avez pas épuisé vos réserves de patriotisme et d’héroïsme, que vous les appliquez à vous-même. Ce n’est pas si facile que de dominer les rivalités internes ou les rivalités ethniques. Alors que nous allons faire l’Europe, j’attends de la Tchécoslovaquie qu’elle avance sur la scène de l’histoire en respectant ses diversités, en préservant son unité. Alors, vous y pénétrerez par la grande route.

– Il suffit de peu de choses. Nous avons nous-mêmes tant de leçons à prendre depuis ces années noires que j’évoquais au temps où la France elle-même était divisée, occupée, déchirée. Voilà nos rudes expériences. Tirons-en, mesdames et messieurs, le meilleur. Je ne ferai le leçon à personne. Nous en avons à recevoir. Echangeons nos expériences, travaillons, imaginons, rêvons et nous allons maintenant emboîter le pas sur le même chemin pour construire, je l’espère, la même maison et se retrouver à l’aise, comme on peut le faire quand on a chez soi la liberté.

Message de Noël adressé aux enfants de France depuis Londres par le général de Gaulle, 24 décembre 1941

Quel bonheur, mes enfants, de vous parler ce soir de Noël. Oh ! je sais que tout n'est pas gai, aujourd'hui, pour les enfants de France. Mais je veux, cependant, vous dire des choses de fierté, de gloire, d'espérance.

Il y avait une fois : la France ! Les nations, vous savez, sont comme des dames, plus ou moins belles, bonnes et braves. Eh bien ! parmi mesdames les nations, aucune n'a jamais été plus belle, meilleure, ni plus brave que notre dame la France. Mais la France a une voisine brutale, rusée, jalouse : l'Allemagne. L'Allemagne, enivrée d'orgueil et de méchanceté, a voulu, un beau jour, réduire en servitude les nations qui l'entouraient. Au mois d'août 1914, elle s'est donc lancée à l'attaque.

Mais la France a réussi à l'arrêter sur la Marne, puis à Verdun. D'autres grandes nations, l'Angleterre, l'Amérique, ont eu ainsi le temps d'arriver à la rescousse. Alors, l'Allemagne, dont le territoire n'était nullement envahi, s'est écroulée tout à coup. Elle s'est rendue au Maréchal Foch. Elle a demandé pardon. Elle a promis, en pleurant, qu'elle ne le ferait plus jamais. Il lui restait d'immenses armées intactes, mais il ne s'est pas trouvé un seul Allemand, pas un seul ! pour tirer même un coup de fusil après la capitulation.

Là-dessus, les nations victorieuses se sont séparées pour aller chacune à ses affaires. C'est ce qu'attendait l'Allemagne. Profitant de cette naïveté, elle s'est organisée pour de nouvelles invasions. Bientôt, elle s'est ruée de nouveau sur la France. Et, cette fois, elle a gagné la bataille.

L'ennemi et ses amis prétendent que c'est bien fait pour notre nation d'avoir été battue. Mais la nation française, ce sont vos papas, vos mamans, vos frères, vos sœurs. Vous savez bien, vous, mes enfants, qu'ils ne sont pas coupables. Si notre armée fut battue, ce n'est pas du tout parce qu'elle manquait de courage, ni de discipline. C'est parce qu'elle manquait d'avions et de chars. Or, à notre époque, tout se fait avec des machines, et les victoires ne peuvent se faire qu'avec les avions, les chars, les navires, qui sont les machines de la guerre. Seulement, malgré cette défaite, il y a toujours des troupes françaises, des navires de guerre et des navires marchands français, des escadrilles françaises, qui continuent le combat. Je puis même vous dire qu'il y en a de plus en plus et qu'on parle partout dans le monde de ce qu'ils font pour la gloire de la France.

Pensez à eux, priez pour eux, car il y a là, je vous assure, de très bons et braves soldats, marins et aviateurs, qui auront à vous raconter des histoires peu ordinaires quand ils seront rentrés chez eux. Or, ils sont sûrs d'y rentrer en vainqueurs, car nos alliés, les Anglais et les Russes, ont maintenant des forces très puissantes, sans compter celles que préparent nos alliés les Américains. Toutes ces forces, les Allemands n'ont plus le temps de les détruire, parce que, maintenant, en Angleterre, en Russie, en Amérique, on fabrique d'immenses quantités d'avions, de chars, de navires. Vous verrez un jour toute cette mécanique écraser les Allemands découragés et, à mesure qu'ils reculeront sur notre territoire, vous verrez se lever de nouveau une grande armée française.

Mes chers enfants de France, vous avez faim, parce que l'ennemi mange notre pain et notre viande. Vous avez froid, parce que l'ennemi vole notre bois et notre charbon, vous souffrez, parce que l'ennemi vous dit et vous fait dire que vous êtes des fils et des filles de vaincus.

Eh bien ! moi, je vais vous faire une promesse, une promesse de Noël. Chers enfants de France, vous recevrez bientôt une visite, la visite de la Victoire. Ah ! comme elle sera belle, vous verrez !...

**Discours de François Mitterrand à Ouagadougou
17 novembre 1986**

Allocution de François Mitterrand, Président de la République Française

Monsieur le Président, Madame, Mesdames et Messieurs,

Je saisis au vol les derniers propos du Président SANKARA qui me demandait la raison principale de mon voyage en BURKINA FASO. Je répondrai d'emblée : nous sommes venus ici par amitié pour ce peuple ; nous sommes venus ici par fidélité à l'histoire ; nous sommes venus ici par intérêt pour ce qui s'y déroule.

Je vais d'abord, Monsieur le Président, Madame, vous remercier des conditions dans lesquelles, depuis ce matin, vous nous avez reçus, vous, les habitants de OUAGADOUGOU, d'autres encore qui se pressaient le long des avenues pour célébrer, non pas tant le Président de la République Française, que la France et son peuple.

Vous avez posé ce soir un certain nombre d'interrogations ou d'affirmations qui touchent à la politique internationale. Je me permettrai de faire connaître mon point de vue, méthodiquement : politique internationale directement autour du problème de la paix, politique internationale autour de cet autre problème fondamental, qui n'est pas indépendant de la paix, et qui s'appelle le développement.

Les problèmes de la paix ! ... il est difficile d'échapper aux passions, aux entraînements des passions et parfois même aux excès de sa propre logique : je m'en méfie en tout cas pour moi-même. Mais il est quelques principes simples auxquels on peut toujours se reporter. Et parmi ceux qui commandent les décisions de la France dans ses choix internationaux, l'un se distingue tout aussitôt et qui s'appelle, vous l'avez dit vous-même, "le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes". C'est par rapport à cette règle, à cet instrument, de mesure, que nous distinguons ce qu'il convient de faire de ce qu'il convient d'éviter.

Ce n'est pas toujours aisé. Il est parfois très difficile de se placer dans l'esprit de ceux qui s'engagent dans des guerres, de ceux qui veulent dominer ou de ceux qui veulent se défendre. Les situations historiques sont rarement aussi claires, et l'on se trouve souvent devant un mélange fondé par des conflits séculaires, ce qui fait que parfois, on ne sait plus où se trouve le droit.

Alors, allons vers des choses simples : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Vous avez cité un certain nombre de ces conflits. Il en est d'autres, mais ceux que vous avez cités s'imposent à l'esprit.

Quand nous voulons défendre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et que nous parlons de l'Asie, en Asie, qu'est-ce que nous recherchons ? Vous avez parlé des Palestiniens : le problème est très complexe, souvent plus complexe qu'ailleurs puisque deux peuples réclament la même terre, au nom de deux histoires, au nom de croyances dans un Dieu et dans un autre, au nom de revendications historiques qui se contredisent et se complètent.

Mais puisque j'ai parlé de choses simples, observons que ce droit a été bâti au travers de ce dernier demi-siècle par des institutions internationales que nous reconnaissons et auxquelles nous appartenons. Le droit d'Israël à exister derrière des frontières sûres et reconnues - c'est l'expression retenue par les Nations Unies - a été tranché au lendemain de la deuxième guerre mondiale. La plupart des pays du monde l'ont aussitôt accepté. La France n'a pas été la première puisque le premier arrivé pour cette reconnaissance, cela a été, vous le savez, l'Union Soviétique. On peut donc estimer qu'il y a eu consentement général, sauf, bien entendu, de la part des pays directement intéressés dans le Proche Orient et le Moyen Orient, un consentement général pour garantir l'existence d'Israël.

Tout aussitôt, en raison du conflit sans cesse renaissant dans cette région du monde, d'autres règles ont été définies qui ont reconnu au peuple palestinien les droits à une patrie et le droit de s'organiser sur une terre selon leurs propres lois.

J'ai dit la difficulté que supposait ce raisonnement. La France a cependant toujours voté, aux Nations Unies, les résolutions qui ont reconnu aux Palestiniens la terre, le droit à la patrie, le droit des décisions souveraines sur la terre de leur patrie.

Des guerres se sont déroulées. La France a maintenu sa position et a constamment refusé que le seul droit de conquête puisse être le fondement définitif du droit. Je répète, il ne faut pas dissimuler la difficulté : l'histoire n'est faite que de passions brûlantes, et sans vouloir faire la leçon à personne, ce que je vous dis là, M. le Président et vous, Mesdames et Messieurs, je l'ai dit à la tribune de la KNESSET, devant les députés du peuple d'Israël. J'ai dit à la fois que les Palestiniens avaient le droit à leur patrie et qu'ils avaient le droit de fonder des structures étatiques - j'ai ajouté que si l'O.L.P. ne s'identifiait pas à l'ensemble des forces, elle s'identifiait à la force combattante puisqu'elle avait rassemblé en son sein la plupart des fractions disposée à combattre.

Je n'ai aucune peine à le répéter, parce que c'est le fond de ma pensée. Elle n'a pas changé. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes doit conduire, dans cette région, à une ligne de partage très difficile à dessiner sur la carte, dès lors que l'on reconnaît à Israël le droit d'exister et aux Palestiniens le droit de fonder leur propre patrie.

C'est vrai que ce peuple, chassé de partout, représente aujourd'hui une errance proprement intolérable. La France, en diverses occasions - fameuses je crois, notamment au Liban - est le pays du monde qui s'est préoccupé le plus du sort de ces éternels émigrants : à Beyrouth, une première fois, 4000 Palestiniens ont été épargnés de la mort par nos soins ; une deuxième fois à Tripoli (Tripoli du Liban) , nous avons sauvé, en compagnie de la Grèce, 4000 Palestiniens victimes de combats fratricides. Et nous avons des relations avec l'O.L.P. qui dispose d'une permanence à Paris depuis déjà de longues années, avant même que je ne fusse moi-même Président de la République.

Voilà un problème compliqué, mais que l'on peut résoudre dans son esprit, avec droiture, de façon simple : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Mais ce raisonnement s'applique à toute terre disputée.

(...)

Je ne veux pas me mêler de politique intérieure ; il doit y avoir des débats ici, comme il y en a ailleurs. Je n'interviens pas sinon pour dire que je suis heureux de pouvoir reconnaître la volonté, le désir de servir, le désir d'être utile qui habite votre Président. Il a la force de la jeunesse et il aura, un jour ou l'autre, toute la sagesse de l'âge mûr. Mais c'est bien commencé, c'est très bien commencé. C'est le seul jugement personnel que je me permettrai de faire en tant qu'ancien.

Je sais qu'en Afrique on respecte beaucoup les anciens ; alors, en tant qu'ancien, je lui dis : votre chance est grande, celle de votre pays ne l'est pas moins. Vous avez à lutter contre des forces énormes, les forces de la nature souvent hostiles, les forces d'un sol qui résiste à son épanouissement. Vous avez à faire que l'intelligence des hommes se rende maîtresse de la matière ; vous avez à vous défendre contre les ambitions, les pressions et les détournements. Votre tâche est très lourde, et je m'en voudrais de la compliquer aussi peu que ce fût.

C'est donc sur des paroles d'espoir et d'encouragement pour ce peuple dont vous êtes les interprètes que je terminerai mon propos en disant :

Vive le Burkina Faso ! Vive la France !

Le 4 octobre 1984, Sankara s'adresse à la Trente-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. La source de son discours ci-après est une brochure distribuée par la représentation du Burkina Faso auprès des Nations Unies.

Monsieur, le Président,

Analysant la situation qui prévaut en Afrique sur les plans économique et politique, nous ne pouvons pas ne pas souligner les graves préoccupations qui sont les nôtres, face aux dangereux défis lancés aux droits des peuples par certaines nations qui, sûres de leurs alliances, bafouent ouvertement la morale internationale.

Certes, nous avons le droit de nous réjouir de la décision de retrait des troupes étrangères au Tchad, afin que le Tchadiens entre eux, sans intermédiaire, cherchent les moyens de mettre fin à cette guerre fratricide, et donner enfin à ce peuple qui n'en finit pas de pleurer depuis de nombreux hivernages, les moyens de sécher ses larmes. Mais, malgré les progrès enregistrés çà et là par les peuples africains dans leur lutte pour l'émancipation économique, notre continent continue de refléter la réalité essentielle des contradictions entre les grandes puissances, de charrier les insupportables apories du monde contemporain.

C'est pourquoi nous tenons pour inadmissible et condamnons sans recours, le sort fait au peuple du Sahara Occidental par le Royaume du Maroc qui se livre à des méthodes dilatoires pour retarder l'échéance qui, de toute façon, lui sera imposée par la volonté du peuple sahraoui. Pour avoir visité personnellement les régions libérées par le peuple sahraoui, j'ai acquis la confirmation que plus rien désormais ne saurait entraver sa marche vers la libération totale de son pays, sous la conduite et éclairée du Front Polisario.

Monsieur le Président,

Je ne voudrais pas trop m'étendre sur la question de Mayotte et des îles de l'Archipel malgache. Lorsque les choses sont claires, lorsque les principes sont évidents, point n'est besoin d'élaborer. Mayotte appartient aux Comores. Les îles de l'archipel sont malgaches.

En Amérique Latine, nous saluons l'initiative du Groupe de Contadora, qui constitue une étape positive dans la recherche d'une solution juste à la situation explosive qui y prévaut. Le commandant Daniel Ortega, au nom du peuple révolutionnaire du Nicaragua a fait ici des propositions concrètes et posé des questions de fond à qui de droit. Nous attendons de voir la paix s'installer dans son pays et en Amérique Centrale, le 15 octobre prochain et après le 15 octobre et nous prenons à témoin l'opinion publique mondiale.

De même que nous avons condamné l'agression étrangère de l'île de Grenade, de même nous fustigeons toutes les interventions étrangères. C'est ainsi que nous ne pouvons pas nous taire face à l'intervention militaire en Afghanistan.

Il est cependant un point, mais dont la gravité exige de chacun de nous une explication franche et décisive. Cette question, vous vous en doutez, ne peut qu'être celle de l'Afrique du Sud. L'incroyable insolence de ce pays à l'égard de toutes les nations du monde, même vis-à-vis de celles qui soutiennent le terrorisme qu'il érige en système pour liquider physiquement la majorité noire de ce pays, le mépris qu'il adopte à l'égard de toutes nos résolutions, constituent l'une des préoccupations les plus oppressantes du monde contemporain.

Mais le plus tragique, n'est pas que l'Afrique du Sud se soit elle-même mise au banc de la communauté internationale à cause de l'abjection des lois de l'apartheid, encore moins qu'elle continue de maintenir illégalement la Namibie sous la botte colonialiste et raciste, ou de soumettre impunément ses voisins aux lois du banditisme. Non, le plus abject, le plus humiliant pour la conscience humaine, c'est qu'elle soit parvenue à "banaliser" le malheur de millions d'êtres humains qui n'ont pour se défendre que leur poitrine et l'héroïsme de leurs mains nues. Sûre de la complicité des grandes puissances et de l'engagement actif de certaines d'entre elles à ses côtés, ainsi que de la criminelle collaboration de quelques tristes dirigeants de pays africains, la minorité

blanche ne se gêne pas pour ridiculiser les états d'âme de tous les peuples, qui, partout à travers le monde, trouvent intolérable la sauvagerie des méthodes en usage dans ce pays.

Il fut un temps où les brigades internationales se constituaient pour aller défendre l'honneur des nations agressées dans leur dignité. Aujourd'hui, malgré la purulence des plaies que nous portons tous à nos flancs, nous allons voter des résolutions dont les seules vertus, nous dira-t-on, seraient de conduire à résipiscence une Nation de corsaires qui "détruit le sourire comme la grêle tue les fleurs".

Monsieur le Président,

Nous allons bientôt fêter le cent cinquantième anniversaire de l'émancipation des esclaves de l'Empire britannique. Ma délégation souscrit à la proposition des pays d'Antigua et de la Barbade de commémorer avec éclat cet événement qui revêt, pour les pays africains et le monde noir, une signification d'une très grande importance. Pour nous, tout ce qui pourra être fait, dit ou organisé à travers le monde au cours des cérémonies commémoratives devra mettre l'accent sur le terrible écot payé par l'Afrique et le monde noir, au développement de la civilisation humaine. Ecot payé sans retour et qui explique, sans aucun doute, les raisons de la tragédie d'aujourd'hui sur notre continent. C'est notre sang qui a nourri l'essor du capitalisme, rendu possible notre dépendance présente et consolidé notre sous-développement. On ne peut plus escamoter la vérité, trafiquer les chiffres. Pour chaque Nègre parvenu dans les plantations, cinq au moins connurent la mort ou la mutilation. Et j'omets à dessein, la désorganisation du continent et les séquelles qui s'en sont suivies.

Allocution télévisée de M. Emmanuel Macron, président de la République, sur la lutte contre l'épidémie de Covid-19 par l'augmentation des lits en réanimation, l'extension des restrictions de déplacement à l'ensemble du territoire métropolitain, la fermeture des établissements scolaires et l'accélération de la vaccination, à Paris le 31 Mars 2021.

Intervenant(s) :

[Emmanuel Macron](#) - Président de la République

Mes chers compatriotes,

C'est vacciner le plus vite possible tous ceux qui en ont le plus besoin, c'est-à-dire les plus âgés, les plus fragiles, ceux qui ont le plus de risques de développer des formes graves. Et j'assume totalement cette priorité, cet ordre que nous avons donné parce que c'est la garantie de notre efficacité.

C'est ainsi que nous pourrons soulager plus rapidement l'hôpital, c'est ainsi que nous sauverons des vies.

A partir de là, nous mettons tous les moyens pour vacciner, vacciner, vacciner. Sans répit, sans jour férié. Le samedi et le dimanche comme la semaine.

Pour les vaccins Pfizer et Moderna, qui nécessitent des conditions de conservation spécifiques, il y a 1700 centres de vaccination qui ont ouvert, notamment grâce à l'engagement exemplaire de nos maires que je veux ici remercier, une fois encore.

Pour les vaccins Astra Zeneca, et demain Johnson et Johnson, tous les médecins généralistes, pharmaciens, infirmières et infirmiers, sont mobilisés.

Au total, 250 000 professionnels – médecins, pharmaciens, sapeurs-pompiers, infirmiers, vétérinaires – sont aujourd'hui prêts à contribuer à ce grand effort national.

Si vous avez plus de 55 ans et êtes atteints, par exemple, de diabète, hypertension ou surpoids, vous pouvez, aujourd'hui, prendre rendez-vous auprès de votre médecin, votre infirmier ou de votre pharmacien qui vous vaccinera directement avec le vaccin Astra Zeneca. Cela a commencé depuis la semaine dernière et nous allons accélérer à mesure que les doses seront livrées.

Les 1700 centres ouverts sont à disposition pour, eux, vacciner avec les vaccins Pfizer et Moderna, et aujourd'hui vacciner tous nos concitoyens qui ont plus de 70 ans. Les vaccinations sont en cours et elles accélèrent partout.

Je sais que beaucoup de nos aînés ont essayé de prendre rendez-vous pour se faire vacciner ces dernières semaines. Trop souvent sans succès et j'en suis profondément désolé. Ce n'est pas acceptable. C'est pourquoi j'ai demandé à l'Assurance maladie de mobiliser des équipes pour y remédier. Depuis quelques jours, si vous avez plus de 75 ans, vous avez peut-être déjà reçu des appels car l'ensemble des plus de 75 ans qui n'ont pas réussi à obtenir un rendez-vous seront appelés par nos services pour pouvoir le leur fixer. Et en parallèle, un numéro spécial sera mis à disposition pour prendre rendez-vous.

A partir du 16 avril, les premiers rendez-vous seront accordés aux personnes qui ont entre 60 et 70 ans.

A partir du 15 mai, les premiers rendez-vous seront ouverts pour nos concitoyens qui ont entre 50 et 60 ans.

Et à partir de la mi-juin, les rendez-vous seront ouverts à l'ensemble des Françaises et Français de moins de 50 ans.

Une stratégie de vaccination spécifique sera par ailleurs prévue pour toutes les professions les plus exposées, en particulier nos enseignants, que j'évoquais tout à l'heure, mais aussi nos forces de l'ordre et plusieurs autres.

Nous tiendrons l'objectif que je nous ai fixé, à savoir que d'ici la fin de l'été, tous les Français de plus de 18 ans qui le souhaitent pourront être vaccinés.

Car c'est la clé pour renouer avec la vie. La clé pour rouvrir notre pays.

Mes chers compatriotes,

Les efforts d'avril d'une part, et le déploiement de la vaccination d'autre part, c'est cette tenaille qui va nous permettre de contenir progressivement ce nouveau virus.

Cette tenaille qui va nous permettre, à partir de la mi-mai, de commencer à rouvrir progressivement le pays.

A retrouver cette culture qui nous a tant manqué.

A retrouver les lieux de rencontres, les commerces.

A retrouver cet art de vivre à la française que sont les restaurants, les cafés, que nous aimons tant.

Je reviendrai vers vous prochainement pour préciser un agenda de réouverture, et pour que chacun puisse aussi se projeter avec plus de visibilité dans les mois qui viennent.

Dès la mi-mai, nous recommencerons à ouvrir avec des règles strictes certains lieux de culture, nous autoriserons sous conditions l'ouverture des terrasses.

Et nous allons bâtir entre la mi-mai et le début de l'été un calendrier de réouverture progressive pour la culture, de sport, le loisir, l'événementiel, nos cafés et restaurants.

Mais d'ici là, je sais pouvoir compter sur vous.

Mes chers compatriotes,

Je sais qu'il y a beaucoup de lassitude, de fatigue. Je sais qu'il y a aussi parfois de l'énervement, de l'emportement, et c'est bien normal. Je sais qu'à chaque étape de cette épidémie nous pouvions nous dire que nous aurions pu faire mieux. Nous avons commis des erreurs. Tout cela est vrai.

Mais je sais une chose : nous avons tenu, nous avons appris et nous nous sommes à chaque fois améliorés.

Alors oui, aujourd'hui, pour le mois qui vient, il nous faut nous mobiliser. Nous mobiliser pour nos aînés et les plus fragiles et nous mobiliser pour nos enfants, pour les protéger et leur permettre de continuer à apprendre et leur préparer le pays, le continent, le monde auquel ils ont droit.

Nous mobiliser parce que le succès de ce mois d'avril et de cette stratégie dépend de chacun d'entre nous, de notre esprit de responsabilité.

C'est ainsi que nous pourrons rebâtir ce chemin d'espoir, celui qui nous permettra de retrouver progressivement une vie normale. Celui qui nous permettra aussi de tirer ensemble toutes les leçons de cette épreuve.

Mais nous tiendrons, unis et déterminés.

Vive la République.

Vive la France.

François Fillon, qui a annoncé mercredi sa convocation par les juges le 15 mars 2017 en vue de sa mise en examen, a déclaré qu'il irait jusqu'au bout de sa candidature face à une tentative d'"assassinat politique". Retrouvez l'intégralité de sa déclaration du mercredi 1er mars, effectuée depuis son QG de campagne.

« Mesdames et messieurs,

Mon avocat a été informé que je serai convoqué le 15 mars par les juges d'instruction afin d'être mis en examen.

Il est sans exemple, dans une affaire de cette importance, qu'une convocation aux fins de mise en examen soit lancée quelques jours à peine après la désignation des juges, sans qu'ils aient pris connaissance du dossier ni procédé à des investigations supplémentaires, sur la simple base d'un rapport de police manifestement à charge, c'est-à-dire pour condamner.

Les seuls cas que l'on connaisse sont ceux où les personnes reconnaissent les faits et demandaient leur mise en examen pour avoir accès au dossier. Mais je ne reconnais pas les faits. Je n'ai pas détourné d'argent public.

J'ai confié, comme près du tiers des parlementaires, des travaux à mes proches parce que je savais pouvoir compter sur leur confiance et leurs compétences. Ils m'ont effectivement assisté et je le démontrerai.

Cette convocation s'inscrit dans la ligne d'une enquête menée dès le début exclusivement à charge. Depuis l'origine, et contrairement à ce qui a été dit, je n'ai pas été traité comme un justiciable comme les autres.

L'enquête préliminaire a été ouverte en quelques heures. Les procès-verbaux, contrairement à la Loi, ont été immédiatement communiqués à la presse sans qu'à aucun moment le Garde des Sceaux ne s'en émeuve. L'État de droit a été systématiquement violé.

La presse s'est fait l'écho des convictions des enquêteurs et d'elles seules. Les arguments de fait que j'ai présentés n'ont pas été entendus, ni relayés. Les arguments de droit, partagés par des grands professeurs de droit et par un ancien secrétaire général du conseil constitutionnel, ont été écartés d'un revers de la main. La présomption d'innocence a complètement et entièrement disparu.

Que je ne sois pas un justiciable comme les autres, on le voit au simple choix de cette date du 15 mars, deux jours avant la clôture des parrainages, entièrement calculée pour m'empêcher d'être candidat à la présidentielle, et, au-delà, pour empêcher que la droite et le centre disposent d'un tel candidat. Les avocats ont demandé que la chambre de l'instruction de la cour d'appel statue immédiatement sur les irrégularités nombreuses et graves de la procédure. Cela leur a été refusé.

Nombre de mes amis politiques, et de ceux qui m'ont soutenu à la primaire et ses 4 millions de voix, parlent d'un assassinat politique. C'est un assassinat en effet, mais par ce déchaînement disproportionné, sans précédent connu, par le choix de ce calendrier, ce n'est pas moi seulement qu'on assassine. C'est l'élection présidentielle. C'est le vote des électeurs de la droite et du centre qui est fauché. C'est la voix des millions de Français qui désirent une vraie alternance qui est muselée. C'est le projet du redressement national que je porte qui est expulsé du débat. C'est la liberté du suffrage et c'est la démocratie politique elle-même qui sont violemment percutées.

Je veux qu'il ne subsiste aucun doute à cet égard : je me rendrai à la convocation des juges. Je suis respectueux de nos institutions, je ne désespère pas de la justice, même si ce que nous venons d'en voir n'est pas de nature à nous rassurer. Je leur dirai ma vérité, qui est la vérité.

Mais aujourd'hui, c'est à vous mes compatriotes que je m'adresse d'abord. Au-delà de la procédure judiciaire, c'est au peuple français et à lui seul que j'en appelle désormais. À ceux qui me suivent comme à ceux qui me combattent. C'est au peuple français que je m'en remets, parce que seul le suffrage, et non une procédure menée à charge, peut décider qui sera le prochain président de la république française.

Je ne céderai pas. Je ne me rendrai pas. Je ne me retirerai pas. J'irai jusqu'au bout parce qu'au-delà de ma personne, c'est la démocratie qui est défiée. Je vous demande de me suivre.

Ce n'est pas de moi qu'il s'agit, de mes droits, ou de la présomption d'innocence. C'est de vous, dont la volonté souveraine ne peut être annulée, annihilée, détruite.

Je serai au rendez-vous que la démocratie, et elle seule, nous donne, pour choisir notre avenir collectif. J'y serai avec une détermination redoublée.

Je ne permettrai pas que le seul choix qui nous soit collectivement donné soit celui de la folle aventure de l'extrême droite ou de la continuation du hollandisme.

Je n'accepte pas que tout s'organise pour nous amener, un pas après l'autre, dans la voie du renoncement, du déclin, de l'oubli de ce qui fait notre grandeur nationale.

La France est plus grande que nous. Elle est plus grande que mes erreurs. Elle est plus grande que les partis pris d'une large part de la presse. Elle est plus grande que les emballements de l'opinion elle-même. Et c'est parce que je suis totalement décidé à servir cette France-là que je m'opposerai, de toutes mes forces, à ce que le hasard ou le calcul décident de son sort et de l'avenir des Français au moment d'une consultation décisive.

Je vous le dis avec gravité, ne vous laissez pas abuser. Ne laissez personne vous priver de votre choix. Parce que votre voix seule doit décider de notre avenir commun, et parce que ma volonté de servir est plus grande que les accusations qui sont portées contre moi, je vous demande de résister.

Je le fais. Ma famille le fait malgré tous les tourments. Ma famille politique le fera, et au-delà d'elle, tous ceux qui croient qu'à la fin, seul le peuple peut décider.

Oui, je serai candidat à la présidence de la république, et nous tirerons de ces épreuves, avec tout ce qu'elles comportent de juste et d'injuste, le surcroît de force qu'il nous faut pour l'emporter et redresser notre pays. »

Intervention de Jean-Luc Mélenchon à l'Assemblée nationale le 1er avril 2021 en réponse à l'intervention d'Emmanuel Macron la veille annonçant un confinement de l'ensemble du pays. Le président du groupe parlementaire « La France insoumise » a dénoncé le piétinement du Parlement par la macronie avec une convocation du jour pour le lendemain et un vote sans conséquence puisque la responsabilité du gouvernement n'y est pas engagée. Il a donc expliqué que les insoumis ne participeraient pas à ce vote pour marquer un boycott d'exaspération.

« C'est vraiment le premier avril qu'aujourd'hui et la blague du jour est cette mauvaise mascarade. Vous nous avez convoqué du jour pour le lendemain. Que vous ne respectiez pas l'Assemblée est une chose mais permettez-nous au moins de respecter nos propres groupes. Impossible de se réunir, impossible de faire revenir tout le monde, impossible de se dédire des engagements déjà pris. Cette réunion est une honte pour le parlement français. Elle ne sert à rien. Elle n'aura aucune conséquence. Tout est décidé et nous ne sommes invités qu'à venir vous acclamer. Vous vous en passerez.

Le monarque présidentiel, meilleur virologue de France paraît-il et meilleur ami de la modestie est apparu hier soir à la télévision et il a décidé au nom d'un « nous » qui pose problème. Est-ce un « nous » de majesté, pour lui qui regrette le roi ? Est-ce un « nous » pour désigner le conseil de défense dans lequel il ourdit en secret ses plans et où tout se décide ? Peu importe le résultat sera le même. Le président a tout décidé tout seul, tout annoncé hier soir à la télé et vous venez nous le répéter. Nous ne pouvons rien amender. Nous ne pouvons que voter oui ou non. Rien amender, rien proposer une nouvelle fois des onze propositions de lois que nous avons fait depuis le début de la crise, des 4 plans d'action, de la commission d'enquête, les innombrables amendements que nous avons déposés et votés ensemble avec nos camarades communistes. Le vote n'aura aucune conséquence. Car même si nous venions à voter non, tous unis pour cette fois, cela ne changerait rien. La responsabilité du gouvernement n'est pas engagée par ce vote.

Oui, c'est un mauvais poisson d'avril. Et le poisson d'avril, comme tous les poissons, pourrit par la tête. Les Français, par contre, n'ont pas une mémoire de poisson rouge, eux. Ils se souviennent que vous avez passé votre temps à les tromper. Dès le premier jour, le 23 janvier de l'année 2020, quand madame Buzyn déclarait : « le risque d'introduction du virus en France est faible ». Sur les masques, quand le Premier ministre déclarait : « le port du masque en population générale, ça ne sert à rien ». Le 19 mars 2020 : « il ne servirait à rien de tester massivement », alors même que l'Organisation mondiale de la Santé disait qu'il fallait y procéder de toute urgence. Et vous ne faisiez rien ! Et puis alors le pompon : le ministre de l'Éducation nationale. Puisque sur l'école plus que tout, vous avez bafouillé, trébuché, hasardé, vous montrant plus habiles à faire la chasse politique à l'islamogauchisme qu'au Covid-19 parmi les personnels et les enseignants. Vous avez commencé par dire que le danger n'existait pas pour les enfants. Puis que ce danger existait au point qu'un seul malade par classe justifiait qu'on ferme séance tenante la classe. Puis que ça pouvait être trois ! Il n'y a pas besoin d'être très malin pour comprendre que si trois étaient malades, tous les autres le seraient bien vite, ainsi que leurs familles. Donc, à trois on pouvait. Puis à un à nouveau ! Et enfin, aujourd'hui, tout est tellement parti dans le décor que vous fermez toutes les classes. Voilà où nous en sommes avec cet homme qui, pour finir, aura représenté le principal danger à l'école et qui est toujours là, quoi qu'il ait déclaré qu'on s'y contaminait moins qu'ailleurs. Le 22 janvier : « la contamination reste limitée » puis : « on se contamine moins à l'école qu'ailleurs ». Des malades par milliers, des centaines de classes fermées, des centaines de professeurs et d'agents de tous métiers non remplacés. Et des menaces, par-dessus le marché, contre le personnel récalcitrant. Mensonges à répétition, roueries inacceptables comme ce 25 mars 2021 où, de nouveau, Emmanuel Macron-Caligula dit : « il n'y a pas eu d'explosion prévue par tous les modèles » alors que, précisément, ces modèles prévoyaient l'explosion qui a eu lieu en mars. Alors ce jour de chienlit est de trop ! Nous boycottons déjà votre comité de suivi confidentiel. Nous allons pratiquer un boycott du vote, un boycott d'exaspération. Nous refusons de voter. Nous ne sommes pas votre public voué

à vous acclamer. Nous en avons assez de voir l'Assemblée exclue de la discussion sur la stratégie à mettre en œuvre contre la pandémie. Nous en avons assez du mauvais suspens de ces déclarations de jour et de nuit du Président qui parle souvent pour ne rien dire et seulement pour se montrer. Vous avez annulé la discussion prévue au Parlement en janvier dernier sur l'organisation des stratégies sanitaires face à la pandémie. Pendant des mois l'Assemblée est exclue de tout ce qui se décidait : pas consultée pour la mise en place du couvre-feu à 20h, pas consultée pour l'avance du couvre-feu à 18h, pas consultée sur la décision de ne rien faire de plus en janvier dernier, pas consultée sur les nouvelles mesures pour les 16 départements. Vous nous demandez de voter uniquement pour amnistier vos fautes. Nous avons fait notre devoir de parlementaires en vous alertant à chaque étape sur la deuxième vague et la nécessité de planifier le déconfinement en mars 2020. Vous avez ricané. Nous vous avons alertés sur la nécessité de lever les brevets sur les vaccins, nous l'avons fait il y a un an et vous êtes toujours rendus au même point de voter contre dans les réunions internationales tout en signant de manière inepte et irresponsable des tribunes dont vous ne pensez pas un seul mot. Nous vous avons alerté sur l'urgence d'organiser des alternatives sérieuses au confinement, vous avez ricané. Nous vous avons alertés sur le fait que le virus allait muter, je me suis fait étriller pour la cause. Sur la 4ème vague psychologique en janvier dernier pareil, ricanements et roulements de tambour du garde champêtre à intervalle régulier, point final. Chaque fois ce furent moqueries, lazzis, mépris et vous continuez alors que vous êtes responsables devant l'Histoire d'un désastre sanitaire comme la patrie n'en a jamais connu.

Vous avez laissé la vague monter en aggravant tout. La dernière loi de financement de la Sécurité Sociale retire encore 800 millions du budget d'économies pour l'hôpital public. À cet instant, des lits continuent à être fermés. Vous annoncez hier, par la voix du Président, 10 000 lits et il faudrait qu'on se batte les flancs de joie ? Ça fait 4 000 de moins que la dernière annonce ! Alors les lits apparaissent, disparaissent, reviennent, partent. En fait, vous n'en pensez pas un mot. Vous dites une chose et vous faites le contraire. Et vous vous moquez du monde.

Maintenant, aucun recrutement de professeurs ou d'assistants d'éducation contrairement à l'Italie qui en a embauché 84 000. Aucun purificateur d'air mis dans la moindre salle de classe ni même dans cet hémicycle alors que cette machine existe, qu'elle est efficace et qu'elle est produite en France. Pas de mise à disposition des masques FFP2. Rien pour accélérer la campagne de vaccination. Et vous continuez à refuser au nom de « Johnson et Johnson et Johnson » le vaccin russe qui lui n'a pas de nom. Il s'appelle Sputnik comme le premier satellite et j'ai vu que monsieur Ciotti disait comme moi dorénavant. L'idéologie dans la crise sanitaire c'est de l'obscurantisme et rien d'autre. Rien fait pour organiser la société du roulement. Savez-vous dorénavant et depuis hier soir dans quel désarroi vous avez plongé des milliers de familles qui avaient organisé leurs vacances, qui doivent dorénavant organiser leur présence à la maison, non seulement pour maintenant, mais dans le moment où vous enverrez les plus petits à l'école primaire tandis que les plus grands du collège resteront à la maison. Les gens ne savent plus de quel côté se tourner. Ils savent par contre que leurs droits au chômage vont être abattus. Ils savent par contre que même avec le chômage partiel ça ne fera pas le total de la pauvre paye avec laquelle déjà ils n'arrivaient pas à faire face aux dépenses qui leur sont imposées. Savez-vous que vous prétendez avoir gagné du temps de liberté, il n'y a que vous pour croire que c'était un monde de liberté que celui où tous les magasins sont fermés et où à 18h il faut rentrer à la maison « coucouche panier » parce que sinon vous mettez un dixième d'un SMIC comme amende. On continue de fermer des lits d'hôpitaux. La liberté n'a été gagnée que par la production et l'accumulation. Nous n'avons pas gagné du temps de liberté, nous avons perdu du temps de nettoyage de l'air, de vaccination. La France aujourd'hui comme toute l'Europe a confié son sort à une bureaucratie misérable incapable d'organiser la vaccination au point que l'Organisation Mondiale de la Santé vous reproche une lenteur inacceptable.

J'achève. Gens de santé, d'enseignement et de culture, chômeurs livrés à la violence de votre réforme vous dit par ma voix et celle de mon groupe sa colère et son dégoût. Nous ne voterons pas.»

A l'occasion de la Semaine des Ambassadeurs 2015, le président de la République François Hollande a tenu un discours à l'Élysée.

Le texte du discours :

Élysée – Mardi 25 août 2015

Monsieur le Premier ministre,
Monsieur le ministre des Affaires étrangères,
Mesdames et Messieurs les ministres,
Mesdames, Messieurs les parlementaires, Mesdames, Messieurs les ambassadeurs,

La France se prépare à accueillir la Conférence sur le climat et c'est le sujet qui anime vos travaux depuis lundi. Ce sera un événement majeur, il nous mobilise pleinement au plus haut niveau de l'État, mais aussi toutes les administrations, tous les acteurs publics et également tous les acteurs qui ont une responsabilité et ils sont nombreux.

Nous avons le devoir de réussir parce que c'est un enjeu mondial, parce que c'est la France qui est le pays hôte de ce grand rendez-vous. Une fois encore notre diplomatie sous l'autorité de Laurent FABIUS est à l'initiative. Une fois encore notre pays par sa place, par son rôle, par son influence, est chargé de prendre part à une négociation décisive pour l'avenir de la planète.

Mais la planète, elle n'est pas seulement menacée par le réchauffement climatique, elle est confrontée à un terrorisme qui n'a jamais atteint ce niveau de barbarie, ni cette gravité depuis des décennies.

Notre pays a lui-même été frappé en janvier dernier. Il a su réagir avec sang froid dans l'unité et il a été le bénéficiaire dans cette tragédie d'une solidarité internationale exceptionnelle parce que la France représente pour le monde entier la liberté.

Nous sommes toujours exposés et l'agression qui s'est produite vendredi dans le Thalys Amsterdam-Paris qui aurait pu dégénérer dans un carnage monstrueux sans le courage de plusieurs passagers, notamment de militaires américains, que j'ai distingués hier, cette agression est une nouvelle preuve que nous devons nous préparer à d'autres assauts et donc nous protéger.

Notre sécurité se joue d'abord à l'intérieur de nos frontières. C'est ce qui nous a conduits à décider l'opération Sentinelle qui mobilise, en plus des policiers, des gendarmes, 7 000 soldats. C'est ce qui justifie le renforcement des effectifs des services de renseignement et la modernisation de notre législation pour mieux agir dans le respect des libertés.

C'est également nécessaire pour affronter les combattants étrangers et repérer, identifier, suivre les individus liés à la mouvance fondamentaliste.

Notre sécurité se joue aussi à l'extérieur de nos frontières. Daech est le plus grand danger. Cette organisation contrôle un vaste territoire, en Syrie, en Irak, dispose de ressources importantes liées à des trafics de toutes sortes, à des ramifications sur l'ensemble du globe. Cette organisation enrôle, endoctrine, encadre pour tuer à une plus grande échelle.

Les musulmans sont ses premières victimes en Irak, en Syrie, au Koweït, en Lybie, mais les minorités sont systématiquement pourchassées et martyrisées. C'est la raison pour laquelle j'ouvrirai dans quelques jours la Conférence sur les chrétiens d'Orient et les victimes religieuses et ethniques, organisée à Paris par Laurent FABIUS.

(...)

Je soutiens les efforts du représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies pour aboutir à la formation d'un gouvernement d'union nationale qui puisse, avec l'appui de la communauté internationale, isoler les groupes extrémistes, sécuriser le territoire, contrôler les mouvements de population et lutter contre les trafics de toutes sortes.

En ce qui concerne les mouvements de population, les crises migratoires ont atteint un niveau qui n'a pas d'équivalent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ces mouvements migratoires, ces

afflux de réfugiés, qui concernent l'Europe, mais pas seulement l'Europe, sont les tragiques conséquences des conflits qui s'accumulent. (...)

Mesdames, Messieurs les ambassadeurs, l'action extérieure de la France est au service des objectifs que nous avons fixés pour la réussite de notre pays. Il n'y a pas une dissociation entre la politique extérieure et la politique intérieure. Ce que nous voulons, au-delà de nos sensibilités, c'est assurer le rayonnement de notre pays, son influence. Nous sommes encore une des rares nations au monde capable de donner une direction, de prendre des initiatives, d'engager des processus, d'éviter parfois le pire et de trouver des solutions. (...)

Je salue aussi le rôle du réseau culturel, scientifique, éducatif, universitaire, à l'étranger. Avec le Premier ministre, les ministres qui se déplacent, nous avons l'occasion de saluer ces établissements, les personnels qui s'y dévouent. (...)

La France, même si elle affronte le terrorisme, même si elle doit maîtriser les migrations, même si elle doit faire son devoir pour les réfugiés, la France, elle a une vocation universelle. Elle ne doit pas se recroqueviller sur elle-même, elle ne doit pas avoir peur de faire en sorte que les meilleurs esprits viennent vers nous pour nous apporter ce qu'ils ont conçu chez eux et qu'ils veulent offrir au monde à travers la France. Ce qui se joue c'est la bataille des idées, et une fois encore la France doit être au premier rang.

La promotion de notre pays est une composante du travail diplomatique, je sais que c'est le travail qui vous a été confié. L'attractivité du territoire doit notamment favoriser les investissements porteurs d'innovations et d'emplois.

(...) Laurent FABIOUS a engagé une réforme de notre action extérieure et je veux ici l'évoquer. C'est un chantier important parce que la France porte une politique extérieure qui va au-delà de la défense de ses seuls intérêts. Par l'histoire, par la place que nous occupons, par notre propre volonté, par notre caractère exemplaire, – j'ai évoqué la transition énergétique – nous avons une capacité à agir, dès lors que nous y mettons les moyens. Agir pour nous, pour nos intérêts, pour la sécurité des Français, agir aussi pour les idéaux que nous portons et pour la préservation de la planète. C'est ce que nous faisons à travers la Conférence sur le climat. J'y reviens parce que cette réussite, elle est indissociable de notre action pour le développement, pour la sécurité, et pour la paix.

C'est parce que nous portons ces valeurs que les terroristes veulent nous frapper, mais c'est parce que nous sommes dépositaires de cette grande idée de progrès, j'allais dire de cette grande idée de la France pour le monde, que beaucoup de pays nous marquent leur solidarité et que beaucoup de peuples nous témoignent leur reconnaissance.

C'est parce que nous sommes conscients de nos responsabilité que nous devons encore travailler pour assurer le rayonnement de la France.

Merci.

Le 13 décembre 2018 à l'Assemblée nationale, Jean-Luc Mélenchon défendait la motion de censure contre le gouvernement déposée par les groupe « France insoumise », «Gauche démocrate et républicaine» et «Socialistes et apparentés». Voici la retranscription de son intervention.

Hier, l'Assemblée nationale a marqué sa communion unanime avec les Alsaciens, les meurtris, les morts. Cette unanimité a fait penser à d'aucuns qu'il fallait, dès lors, que tout cesse, notamment qu'il n'y ait pas de débat aujourd'hui. Ils ont tort, et je vous sais gré, monsieur le Premier ministre, de l'avoir dit hier. D'autres ont dit qu'il faudrait qu'il n'y ait plus de manifestations. Ils ont tort. La démocratie de la France n'est pas à la disposition d'un assassin.

Après six semaines d'insurrection citoyenne, les gilets jaunes persistent dans l'action. Nous savons que leur décision est réfléchi – ils ne sont pas si différents de nous tous ici. N'ont-ils pas assez souffert pour être respectés ?

On évoque, à juste titre, pour le déplorer, à juste titre, les 187 blessés parmi les policiers et les gendarmes, qui ont émaillé ces semaines de mobilisation. Mais que cela ne nous fasse surtout pas oublier un autre décompte terrible : 865 blessés parmi les manifestants, six morts causées par des contre-manifestants, une personne dans le coma, trois personnes dont la main a été arrachée par une grenade, quatre autres ayant perdu un œil à la suite d'un tir de flash-ball.

C'est pourquoi, avec la permission du président, sur le temps de parole dont je dispose, je décide de consacrer une minute de silence pour rendre hommage aux personnes mortes dans leur engagement citoyen de gilet jaune, et je vous invite à vous joindre à moi.

(Mmes et MM. les députés se lèvent et observent une minute de silence.)

Merci, chers collègues. La patrie est témoin de son unité.

La France connaît sa plus grande insurrection populaire depuis cinquante ans. Quelle est cette société mobilisée sur les ronds-points et dans les lycées ? Ici, les jeunes de l'enseignement professionnel et de l'enseignement technologique marchent les premiers ; ce sont les plus responsabilisés, par leur avenir professionnel immédiat. Là, sur les ronds-points, ce sont les petits revenus, ceux dont la vie se résume à tâcher de survivre.

Ce peuple est notre boussole. C'est lui qui nous montre le chemin, c'est lui qui nous dit ce qui doit changer radicalement. Car survivre, ce n'est pas un projet de vie suffisant, pour ces femmes en pleine précarité, pour cet enfant sur cinq qui vit dans une famille pauvre, pour ces 4 millions de personnes qui attendent un logement digne, pour ces retraités dont les revenus sont inférieurs au seuil de pauvreté. Non, non ! Survivre n'est pas un projet de vie !

Ceux qui s'étonnent de la poursuite du mouvement, de son enracinement, ne comprennent pas une donnée essentielle. Ils préconisent de revenir à l'ordinaire, de revenir à la normale. Mais c'est la normale et l'ordinaire qui font l'insupportable de ces vies-là !

Dans ce contexte, le Président a parlé. Je dis d'abord que sa parole est vaine pour une part considérable de notre peuple, qu'il a totalement oublié dans son propos : les chômeurs, dont 50 % ne touchent d'ailleurs aucune indemnité ; les salariés à temps partiel, dont 80 % sont des femmes ; les fonctionnaires de l'État et de la territoriale, qui font notre vie quotidienne ; les retraités, dont les pensions restent gelées et soumises à la CSG. Sa parole sonne faux à nos oreilles aussi. Pourquoi feint-il d'augmenter le SMIC, alors qu'il n'en est pas question ? Pourquoi dit-il vouloir que le

travail paie, quand vous répétez partout que les augmentations de salaire détruisent de l'emploi ? Ce n'est pas vrai : les bonnes paies permettent l'augmentation des dépenses indispensables aux familles et remplissent donc les carnets de commandes des entreprises !

C'est en le comprenant que le Portugal a redressé sa situation et c'est dans ce but que l'Espagne se propose d'augmenter le salaire minimum de 20 % !

En France comme dans le monde, jamais l'écart n'a été aussi violent entre, d'un côté, les revenus du capital et la richesse des très riches, en constante progression, et, de l'autre, les revenus populaires. Pourquoi ne faites-vous rien pour obliger les riches, les immensément riches, à payer leur part de l'effort commun ?

Quel est le sens des invitations que le Président adresse aux riches pour solliciter leur bon cœur ? Nous voici revenus à l'Ancien Régime, quand le roi réunissait les privilégiés pour solliciter un beau geste de leur part !

La loi de l'égalité doit s'imposer à eux comme aux autres !

La patrie est un bien commun. Tous doivent y pourvoir, à concurrence de leurs moyens.

Pourquoi refusez-vous de rétablir l'impôt de solidarité sur la fortune, l'ISF, alors que le pays en a tant besoin ?

Pourquoi avoir demandé à ceux qui le pouvaient le moins d'en acquitter la contrepartie, provoquant une insurrection qui aura duré cinq semaines ?

Pourquoi refuser la création de l'impôt universel, lequel neutraliserait l'émigration fiscale des voyous qui se soustraient à l'effort commun ?

Pourquoi détruire encore tant de postes de contrôle dans les services du fisc et de la douane, quand la fraude fiscale représente déjà 100 milliards par an ? Si nous les avions, le budget de l'État ne serait pas en déficit et personne n'aurait besoin d'inventer des solutions aussi rocambolesques que celles que l'on a vu imaginer pour couper dans les dépenses publiques.

Et maintenant, comment comptez-vous payer les manques à gagner consécutifs aux décisions que vous venez de prendre ? Par de nouvelles coupes budgétaires ? Par moins de services publics ? Par moins d'argent pour la transition écologique ? Ah ! On n'en parle plus, de celle-là : elle ne figure même pas dans la liste des cinq débats proposés !

Intervention de Jean-Luc Mélenchon à l'Assemblée nationale le 7 avril 2021 dans le cadre du débat sur le projet de loi climat. Le député insoumis a notamment souligné l'importance d'installer, dans tout le pays, des moulins pour produire l'énergie dont nous avons besoin pour atteindre le 100% renouvelables.

Nous croyons nous qu'il faudra dans ce pays revenir sur la politique centenaire – ce n'est pas ce gouvernement qui est en cause dans cette affaire – qui a conduit à détruire toute sortes de constructions anciennes au profit de nouvelles constructions qui, elles, ne procédaient pas du tout des mêmes logiques des philosophies. Le moulin du 12e siècle dont je vous parle améliorerait le site naturel. Les moulins construits au 19e siècle, eux, ne s'en souciaient pas parce que ce n'était pas la question du moment et que la préoccupation écologique était seconde. On pensait de manière un peu fanatique, un peu aveuglée, qu'il s'agissait de se rendre « maître et possesseur de la nature », comme avait dit Descartes. Et du diable si on allait s'occuper de tel ou tel poisson ou de tel bestioles qui vivait dans l'eau. Ce n'était pas le sujet.

Alors il y a moulin et moulin et je crois que nous en convenons tous. C'est pourquoi, pour ma part, je ne ferais pas l'apologie des propriétaires de moulin comme meilleurs conservateurs de la nature et des outils qui s'y trouvent installés tout le long. Non, je me réfère à une autre raison. C'est que dans le futur ceux qui veulent que l'on passe aux énergies renouvelables à 100% feront le tour de toutes celles qui sont disponibles et ils s'apercevront très vite qu'il n'en est aucune qui ne comporte des inconvénients. Si on parle des éoliennes, de l'énergie thermique, toutes ont des inconvénients. Cependant la prise d'eau est celle qui peut, premièrement, être la plus abondante. Le pays était couvert de dizaines de milliers de moulins dans les siècles précédant. Des milliers et des milliers et des milliers, partout, et on les a remplacés dès lors qu'il a été possible de produire 1) de l'électricité dont on savait quelle exploitation on pouvait faire et 2) de le faire avec des centrales qui n'avaient plus besoin de l'énergie aquatique et qui se contentaient du fioul et du reste.

Mais nous, ce qu'on va faire si on veut se débarrasser des énergies carbonées – et si par dessus le marché, pardon c'est notre cas, on veut aussi tourner la page du nucléaire qui a eu son sens mais qui ne l'a plus – alors il faut bien trouver une ressource de masse. Et cette ressource de masse c'est le régime hydraulique du pays, c'est sa carte des fleuves, rivières, le moindre cours d'eau. C'est pourquoi on proteste tant contre ces initiatives qui consistent à retirer de la carte certains cours d'eau pour les transformer en autre chose si bien que dès lors ils ne bénéficient plus de la protection de la loi qui va aux cours d'eau. Donc si on veut mettre, et ça c'est notre projet, des milliers de moulins, aujourd'hui on appelle ça de manière un peu pédante des hydroliennes.

Alors, évidemment, quand on dit « hydrolienne », tout le monde pense à celles qu'on a été capables de mettre au Raz Blanchard, qui est une très belle machine – on se demande pourquoi on y a renoncé. Mais les hydroliennes c'est tout ce qui fonctionne avec de l'eau pour produire de l'énergie. Le pays en abonde. Tant et si bien qu'à nos yeux peut être même faudrait-il dans l'avenir, après qu'on se soit tant de fois abandonné à tripoter la carte des régions et des élections régionales au passage, pour en créer 13 qui ne correspondent à rien du tout, ni à l'histoire du pays, ni à quelque entité naturelle que ce soit, et qui sont l'aboutissement d'une exigence aveugle d'autres bureaucrates situés dans d'autres administrations, celles de l'Europe en l'occurrence. Les régions de France... Tout ça se tient, vous allez voir qu'il s'agit de moulins. Tout ça se tient. Les régions de France avaient soit une histoire qui était plongée dans le féodalisme, soit une conviction qui était tirée des assemblées de la Révolution. Et bien nous avons besoin maintenant de structures administratives qui aient un enracinement pour aboutir au résultat dont je suis en train de parler qui est la protection des cours d'eau que nous partageons tous, faire face à la crise qu'ils traversent car notre pays est moucheté dorénavant de poches de sécheresse dont la conscience de l'opinion publique n'est pas encore faite, qui ne comprend pas que le stress hydrique n'est plus un article exotique qui a lieu loin, c'est une question qui a lieu ici et maintenant en France et qui va se développer comme vous le savez. Quand on a vu l'Irlande rationner l'eau pendant une partie de son année, on comprend que le changement climatique a déjà provoqué des effets auxquels il faut faire face, bref. Un jour ou l'autre pour ma part, j'aimerais que la carte des régions correspondent à la carte des agences de l'eau et que à partir du trajet de

l'eau on construisait tout le reste, l'emploi, l'agriculture, les circulations. Ainsi auraient-elles un enracinement.

Et les moulins, parce que nous devons construire, pour passer à 100% d'énergies renouvelables, des moulins. Et nous devons régler le problème écologique qui est posé. Personne d'entre nous n'a l'intention d'opposer comme à l'ancien temps, comme il y a 30 ou 40 ans, ou les poissons et les moulins, ou les oiseaux ou les usines, tout ça est absurde. On a compris qu'il faut faire les choses dans le même temps. Chaque fois qu'on fait une passe à poissons, et bien on fait un effort d'intelligence. Dorénavant il faut faire des moulins et faire passer les poissons sans qu'on vienne enquiquiner toute une Assemblée nationale qui aurait, elle, à décider comment on ferait, quel poisson, et celui-ci oui et l'autre non. Tout ça est absurde. Nous disons, nous exigeons, nous commandons qu'on trouve la solution pour faire passer tous les poissons en respectant les moulins. Et il ne peut pas être question d'en détruire... Non mais je le dis comme nous le sentons, nous avons les ingénieurs, femmes et hommes capables de trouver des solutions à tous les défis techniques. Qui ici de ma génération ou de celle d'avant aurait imaginé qu'il y a seulement 40 ans on se pose la question de savoir comment on allait faire remonter des poissons, la plupart auraient dit : « eh de quoi parle-t-on je vous prie ? ». Et maintenant, tout le monde sait qu'on peut le faire. Et c'est pas tout, non seulement il va falloir que les poissons passent mais nous il va falloir qu'on apprenne à faire quelque chose d'essentiel pour la gestion de l'eau : être capable quand on installe un barrage, ensuite de faire remonter l'eau dans l'autre sens pour que la pile soit là et que la prise d'eau soit constante sans qu'on soit obligé de l'augmenter.

Voilà les défis : dire que l'on ne veut pas qu'on détruise des moulins même en entendant ce que nous a dit avec beaucoup d'intelligence et de sens technique notre collègue Martial Saddier que nous écoutons tout le temps avec attention. Nous mettons donc comme une injonction : trouvez une autre solution. Et c'est à vous de le faire, professionnels dont c'est le métier. Parce que nous, nous pensons que l'intérêt du pays c'est que vous le fassiez. Voilà comment nous abordons cette question et j'espère que vous entendrez la nuance. Il ne s'agit pas de mettre en cause les agences de l'eau, au demeurant ce n'est pas nous qui les avons plumées. Et chacun se rappelle dans cet hémicycle des interventions de mes collègues et en particulier de Loïc Prud'homme contre ces fameux, comment aviez-vous dit ? Plafond rongeur... Mordant, c'est pareil, ça mord mais enfin je vous faisais la grâce de penser que c'était pour ronger, non c'est juste pour dévorer. Alors ces échos, vous les avez encore présent à l'esprit. Donc notre propos n'est pas de mettre en cause les agences de bassins. Notre propos est de dire : voici ce dont nous avons besoin pour faire face à la nouvelle situation que le changement climatique et les situations de stress hydrique créées. Pour aujourd'hui et demain encore plus, il nous faudra des moulins partout. »

Le 13 décembre 2018 à l'Assemblée nationale, Jean-Luc Mélenchon défendait la motion de censure contre le gouvernement déposée par les groupe « France insoumise », «Gauche démocrate et républicaine» et «Socialistes et apparentés». Voici la retranscription de son intervention.

Où comptez-vous trouver les milliards dont on a besoin ? Car la transition écologique de notre mode de production et d'échange reste un impératif absolu. La France a pris des engagements à la COP 21. Pensez-vous que le budget actuel suive la ligne de dépense prévue ? Pour tenir nos engagements, il faut trouver 70 milliards d'investissement par an. Or 40 milliards seulement sont réalisés pour le moment, dont 20 milliards par l'État, et le retard accumulé depuis 2016 atteint 90 milliards. Ces milliards, ce sont des dizaines de milliers de postes de travail, de salaires, d'intelligence mise en œuvre, de mieux vivre. Où trouver cet argent si les fortunes sont encouragées à placer dans la bulle financière plutôt que dans l'investissement, et si l'impôt ne les met jamais à contribution ? Où les trouver si l'État s'appauvrit volontairement sans cesse ?

La maladie qui accable notre pays, c'est l'inégalité, le « deux poids, deux mesures » permanent sur tous les sujets, la classe moyenne qui porte sur son dos tout le fardeau, la pauvreté qui s'étend dorénavant à 9 millions de personnes.

Nous avons besoin d'abolir d'urgence les privilèges fiscaux, tous les privilèges fiscaux !

Nous avons besoin d'une révolution fiscale, d'un bon coup de balai sur 80 % des niches fiscales, qui ne profitent qu'aux 10 % les plus riches du pays. Nous avons besoin d'un nouveau partage de la richesse, qui ne soit plus la confiscation actuelle au profit de quelques-uns.

Nous avons besoin d'en finir avec le dumping fiscal qu'organise la Commission européenne. Oui, monsieur le Premier ministre, si les taxes augmentent partout en Europe, c'est parce que l'impôt sur les sociétés et l'impôt sur les revenus sont soumis à un dumping social : dans toute l'Europe, c'est la course permanente et universelle à la baisse. Elle est voulue et organisée, et ne laisse comme débouché que la taxation qui, elle, est nécessairement injuste. Ici encore la Commission européenne est coupable ; l'Europe actuelle est coupable.

Le moment actuel est éminemment politique. Il pose une fois de plus dans le pays la question des conditions de la prise de décision dans la République, particulièrement dans le cadre de la Ve République. D'ailleurs, nos concitoyens, qui s'étaient d'abord réunis sur les ronds-points pour parler de surtaxes, se sont retrouvés à parler de tout le reste, ce qui est bien normal, en particulier de la question démocratique.

La monarchie présidentielle a fait son temps. L'âge moderne nous demande de concilier la stabilité institutionnelle, absolument indispensable et sans laquelle aucune nation ne saurait vivre, avec la capacité permanente d'intervention populaire. Cette contradiction apparente peut se résoudre. C'est pourquoi monte des gilets jaunes la revendication d'un droit à référendum d'initiative populaire. Nous croyons que celui-ci doit inclure le référendum permettant d'abroger une loi, d'en proposer une, et le droit de révoquer un élu, quel qu'il soit, du Président de la République au conseiller municipal.

Je n'achèverai pas sans dire quelle fierté nous ressentons devant ce que le peuple de notre pays dit au monde. Voici de nouveau la France des rébellions qui parle à chacun. Son message est entendu

sous toutes les latitudes : en Pologne, en Bulgarie, en Belgique, aux Pays-Bas, en Israël, en Égypte, en Irak et dans combien d'autres endroits encore, on voit des gilets jaunes arborés dans les luttes populaires. La jeunesse et les gilets jaunes de France continuent leurs actions. Ce sont, j'en conviens, des actions destituantes. Elles mettent en cause la hiérarchie des normes, la hiérarchie des pouvoirs et les autorités en place, proposant, en guise de contenu, une alternative.

Nous prenons notre part à cette action, là où nous sommes, là où nous croyons que se situe l'essentiel, c'est-à-dire dans la démarche parlementaire.

C'est pourquoi nous vous censurons : parce que c'est le plus court chemin vers le retour aux urnes que la démocratie exigerait dans n'importe quel autre pays, vers la dissolution qui rendrait au peuple son droit de choisir.

Le peuple, en toute situation, est à nos yeux la solution à tous les problèmes.

Le peuple, en toute circonstance, est le seul souverain dont nous reconnaissons l'autorité.

Allocution de Thomas Sankara

**Discours de Thomas Sankara à Ouagadougou
17 novembre 1986**

Permettez-moi de m'adresser à notre illustre hôte, M. François Mitterrand, et à son épouse Madame Danielle Mitterrand.

Monsieur le président, lorsqu'il y a de cela quelques années, vous passiez par ici, ce pays s'appelait la Haute-Volta. Depuis, bien des choses ont changé et nous nous sommes proclamés Burkina Faso . C'est là tout un programme dans lequel est inscrit le code de l'honneur et de l'hospitalité. Et c'est pour cette raison que nous sommes sortis vous souhaiter la bienvenue ici, au Burkina Faso, à l'occasion de votre brève escale à Ouagadougou.

C'est la malédiction pour celui chez qui jamais l'on ne frappe, celui chez qui jamais ne passe et ne s'arrête le voyageur assoiffé et affamé. Au contraire, et c'est notre cas, le voyageur s'est arrêté chez nous et, lorsque après la gorgée d'eau rafraîchissante, des forces sont venues, il a engagé le discours avec nous pour mieux nous connaître, pour mieux nous comprendre et emporter avec lui, chez lui, des souvenirs de chez nous. Monsieur le président, il est difficile de dissocier l'homme d'État que vous êtes de l'homme tout court.

Mais je voudrais dire avec insistance que nous accueillons ici François Mitterrand. Et c'est bien pour cette raison que chacun ici vous a témoigné, à sa manière, sa satisfaction, sa joie de saluer celui qui est venu pour voir et témoigner de sa bonne foi, de son objectivité, que quelque chose se fait quelque part sous le soleil d'Afrique, au Burkina Faso. Le Burkina Faso est un chantier, un vaste chantier. Le temps ne nous a pas permis d'aller rendre visite et hommage à ces nombreux travailleurs ici et là, qui, chaque jour, s'entêtent à transformer le monde, à transformer un univers aride, difficile.

Les victoires qu'ils viennent de remporter déjà nous permettent de dire que nous sommes loin du mythe du travail de Sisyphe. En effet, il faut mettre une pierre sur une autre, recommencer et encore recommencer. C'est dans ces conditions qu'aujourd'hui le Burkina Faso est fier d'avoir fait passer le taux de scolarisation de 10 pour cent à près de 22 pour cent, grâce à ces nombreuses écoles, à ces nombreuses classes que nous avons construites de nos mains, ici et maintenant. Nous avons pu réaliser de nombreux barrages, de nombreuses petites retenues d'eau qui, si elles ne sont pas de la taille de ces grands ouvrages dont on parle tant dans le monde, ont leurs mérites, et nous inspirent des motifs légitimes, je crois, de fierté.

C'est encore avec le courage de nos bras et la foi de nos cœurs que nous avons construit dans chaque village du Burkina Faso un poste de santé primaire. C'est avec détermination que nous avons vacciné des millions et des millions d'enfants de ce pays et des pays voisins. La liste serait longue, mais, hélas, elle ne suffirait pas à représenter un pas, un seul pas de notre programme vaste et ambitieux. C'est donc dire que la route est longue et très longue. Monsieur François Mitterrand, venant au Burkina Faso, ce sont ces réalités que nous souhaitons que vous puissiez connaître. C'est cela que nous souhaitons que vous puissiez rapporter en France, et ailleurs.

Dans le tumulte des luttes, dans la cacophonie des agressions, il est utile que des témoignages justes, sains et appropriés disent ce qui est. Et en vous choisissant comme interprète et porte-parole, nous voulons également souligner les combats constants qui ont animé votre carrière politique, votre vie tout court. Ces combats-là, nous les connaissons et ils nous inspirent également nous autres du Burkina Faso. Vous aimez à parler, avec parfois entêtement dans certains milieux

réfractaires, du droit des peuples. Vous aimez à parler, avec une lucidité que nous avons appréciée, de la dette. Vous aimez à parler également de la coopération, du Tiers Monde. C'est bien.

Lorsque nous avons appris que Monsieur François Mitterrand allait fouler le sol du Burkina Faso, nous nous sommes dit que si le raisonnement nous écartait de l'élégance des propos, le sens du noble combat je veux parler des joutes oratoires saurait nous rapprocher, tant nous apprécions ceux chez qui le discours s'éloigne du négoce, des tractations, des combines et des magouilles. Au Berri (province française), je crois, votre nom Mitterrand signifie terrain moyen ou peut-être mesureur de grains ? Dans tous les cas : homme de bon sens. Bon sens proche de ces hommes qui sont liés à la terre, la terre qui ne ment jamais.

Qu'il s'agisse du grain, qu'il s'agisse du terrain, nous pensons que la constante est que vous resterez vous-même lié au terroir. C'est pourquoi, parlant du droit des peuples, thème qui vous est cher, nous disons que nous avons écouté, apprécié les appels que vous avez lancés et que vous avez répétés après mai 81. Nous suivons et apprécions aussi chaque jour, les actes comme ils sont posés. La France est engagée avec les autres peuples du monde dans la lutte pour la paix et la cohésion.

Déclaration publiée dans les journaux clandestins en France, 23 juin 1942

La déclaration suivante du général de Gaulle est publiée en France dans les journaux clandestins de la zone occupée et de la zone non occupée, qui sont les organes des différents groupes d'action et de résistance. Cette déclaration constitue le programme d'avenir sur lequel ces groupements se sont mis d'accord après échanges de vues avec le Comité national Français.

Les derniers voiles, sous lesquels l'ennemi et la trahison opéraient contre la France, sont désormais déchirés. L'enjeu de cette guerre est clair pour tous les Français : c'est l'indépendance ou l'esclavage. Chacun a le devoir sacré de faire tout pour contribuer à libérer la patrie par l'écrasement de l'envahisseur. Il n'y a d'issue et d'avenir que par la victoire.

Mais cette épreuve gigantesque a révélé à la nation que le danger qui menace son existence n'est pas venu seulement du dehors et qu'une victoire qui n'entraînerait pas un courageux et profond renouvellement intérieur ne serait pas la victoire.

Un régime, moral, social, politique, économique, a abdiqué dans la défaite, après s'être lui-même paralysé dans la licence. Un autre, sorti d'une criminelle capitulation, s'exalte en pouvoir personnel. Le peuple français les condamne tous les deux. Tandis qu'il s'unit pour la victoire, il s'assemble pour une révolution.

Malgré les chaînes et le bâillon qui tiennent la nation en servitude, mille témoignages, venus du plus profond d'elle-même, font apercevoir son désir et entendre son espérance. Nous les proclamons en son nom. Nous affirmons les buts de guerre du peuple français.

Nous voulons que tout ce qui appartient à la nation française revienne en sa possession. Le terme de la guerre est, pour nous, à la fois la restauration de la complète intégrité du territoire, de l'Empire, du patrimoine français et celle de la souveraineté complète de la nation sur elle-même. Toute usurpation, qu'elle vienne du dedans ou qu'elle vienne du dehors, doit être détruite et balayée. De même que nous prétendons rendre la France seule et unique maîtresse chez elle, ainsi ferons-nous en sorte que le peuple français soit seul et unique maître chez lui. En même temps que les Français seront libérés de l'oppression ennemie, toutes leurs libertés intérieures devront leur être rendues. Une fois l'ennemi chassé du territoire, tous les hommes et toutes les femmes de chez nous éliront l'Assemblée Nationale qui décidera souverainement des destinées du pays.

Nous voulons que tout ce qui a porté et tout ce qui porte atteinte aux droits, aux intérêts, à l'honneur de la nation française soit châtié et aboli. Cela signifie, d'abord, que les chefs ennemis qui abusent des droits de la guerre au détriment des personnes et des propriétés françaises, aussi bien que les traîtres qui coopèrent avec eux, devront être punis. Cela signifie, ensuite, que le système totalitaire qui a soulevé, armé, poussé nos ennemis contre nous, aussi bien que le système de coalition des intérêts particuliers qui a, chez nous, joué contre l'intérêt national, devront être simultanément et à tout jamais renversés.

Nous voulons que les Français puissent vivre dans la sécurité. A l'extérieur, il faudra que soient obtenues, contre l'envahisseur séculaire, les garanties matérielles qui le rendront incapable d'agression et d'oppression. A l'intérieur, il faudra que soient réalisées, contre la tyrannie du perpétuel abus, les garanties pratiques qui assureront à chacun la liberté et la

dignité dans son travail et dans son existence. La sécurité nationale et la sécurité sociale sont, pour nous, des buts impératifs et conjugués.

Nous voulons que l'organisation mécanique des masses humaines, que l'ennemi a réalisée au mépris de toute religion, de toute morale, de toute charité, sous prétexte d'être assez fort pour pouvoir opprimer les autres, soit définitivement abolie. Et nous voulons en même temps que, dans un puissant renouveau des ressources de la nation et de l'Empire par une technique dirigée, l'idéal séculaire français de liberté, d'égalité, de fraternité soit désormais mis en pratique chez nous, de telle sorte que chacun soit libre de sa pensée, de ses croyances, de ses actions, que chacun ait, au départ de son activité sociale, des chances égales à celles de tous les autres, que chacun soit respecté par tous et aidé s'il en a besoin.

Nous voulons que cette guerre, qui affecte au même titre le destin de tous les peuples et qui unit les démocraties dans un seul et même effort, ait pour conséquence une organisation du monde établissant, d'une manière durable, la solidarité et l'aide mutuelle des nations dans tous les domaines. Et nous entendons que la France occupe, dans ce système international, la place éminente qui lui est assignée par sa valeur et par son génie.

La France et le monde luttent et souffrent pour la liberté, la justice, le droit des gens à disposer d'eux-mêmes. Il faut que le droit des gens à disposer d'eux-mêmes, la justice et la liberté gagnent cette guerre, en fait comme en droit, au profit de chaque homme, comme au profit de chaque État.

Une telle victoire française et humaine est la seule qui puisse compenser les épreuves sans exemple que traverse notre patrie, la seule qui puisse lui ouvrir de nouveau la route de la grandeur. Une telle victoire vaut tous les efforts et tous les sacrifices.

Nous vaincrons !

Discours de Georges Pompidou du 14 mai 1968

Le 14 mai 1968, Georges Pompidou, Premier ministre, s'exprime devant l'Assemblée nationale. Les événements se multipliant, il souhaite « un retour à la paix », et lance un « appel au calme ».

Mesdames et Messieurs,

Paris vient de vivre des journées graves. Si sérieuses que le Président de la République s'est longuement interrogé sur la possibilité de tenir ses engagements en partant en visite officielle pour la Roumanie. Après réflexion, il a jugé que les devoirs d'État et la situation internationale de la France l'exigeaient.

Au demeurant, Paris n'est qu'à quatre heures d'avion de Bucarest. De plus, le Président de la République m'a remis avant son départ l'autorisation d'user des pouvoirs dont la Constitution prévoit délégation au Premier ministre en cas d'empêchement momentané ou d'absence du Chef de l'État. Enfin, le général de Gaulle s'adressera, le 24 mai, au pays.

Quant à moi, j'ai jugé évidemment indispensable de faire dès aujourd'hui une déclaration à l'Assemblée. Cette déclaration ne se substitue pas au large débat qui ne pourra manquer d'avoir lieu prochainement sur les problèmes de l'Éducation nationale. Elle se veut brève et synthétique. Je traiterai d'abord des événements récents puis des problèmes de fond. (...)

Car il va de soi qu'au-delà des circonstances du moment, ces événements traduisent un mal dont nous devons chercher les racines et que le premier problème posé est évidemment celui de l'Université.

On me permettra de rappeler, sans aucune forfanterie, l'effort accompli par le gouvernement en la matière. Face à l'appétit du savoir, au développement des connaissances, à la nécessité d'ouvrir l'enseignement supérieur aux enfants du peuple, aux besoins considérables de l'enseignement et de la recherche modernes, nous avons fait un effort immense. De 1958 à 1968, le nombre des étudiants dans l'enseignement supérieur est passé de 175 000 à 530 000. Le nombre des maîtres, professeurs, maîtres assistants et assistants de 5 870 à 25 700. Le budget consacré à cet enseignement supérieur, tout compris, est passé, ramené au nouveau franc, de 635 millions à 3 milliards 790 millions, soit en anciens francs plus de 700 000 frs par étudiant. Et, je l'ai déjà rappelé, nous avons mis en service depuis six ans des locaux universitaires dont la superficie dépasse celle de toutes les facultés existant en 1962.

Au total, et en dépit d'inadaptations locales dues à des mutations soudaines dans le choix des étudiants entre les diverses disciplines, les besoins ont été couverts.

Mais cet effort ne peut se suffire à lui-même. Encore convient-il que les enseignements soient adaptés aux besoins de notre société, afin que les jeunes gens puissent, à l'issue de leurs études, et les fluctuations passagères de la conjoncture économique mises à part, trouver l'emploi, la situation correspondant à leurs acquis. (...)

En bref, le professeur dictant un cours à des élèves qu'il ne connaît pas ou peu, l'étudiant bachotant les matières de l'examen ont vécu. Tout est à repenser, y compris nos méthodes de sélection. Qu'on me permette de dire que nul ne détient la solution de problèmes entières nouveaux et dont les données ont aussi complexes que récentes et d'ailleurs variables. Des mesures hâtives ne sauraient faire que passagèrement illusion. Il faudra procéder par étapes, par approches successives et dans un esprit de collaboration constructive. Si les enseignants et les étudiants s'y prêtent, le Gouvernement ne pourra que s'en féliciter.

D'ores et déjà, j'ai décidé de faire appel à un comité de réflexion, qui comprendra des représentants des professeurs, des étudiants, des parents d'élèves et des personnalités représentatives de toutes les familles spirituelles, à qui nous demanderont de nous fournir des suggestions et de nous proposer sinon des solutions, du moins des expériences.

Je pense, depuis longtemps, que c'est dans la voie d'une autonomie plus large de chacune des universités, dans leur ouverture sur la vie extérieure et dans leur adaptation aux activités économiques et sociales que se trouve l'issue la plus certaine. L'heure est venue pour que cèdent les

résistances à ces réalités évidentes. De tout cela, le Parlement aura à prendre connaissance en temps utile.

Mesdames et Messieurs, rien ne serait plus illusoire que de croire que les événements que nous venons de vivre constituent une flambée sans lendemain. Rien ne saurait plus illusoire également que de croire qu'une solution valable et durable puisse naître du désordre et de la précipitation. La route est longue et difficile. Il ne sera pas trop de la collaboration de tous pour atteindre le but. Le Gouvernement, pour sa part, est prêt à recueillir les avis, à étudier les suggestions, à en tirer les conséquences pour ses décisions. Mais il demande qu'on veuille bien mesurer les difficultés de la tâche.

C'est qu'il ne s'agit pas simplement de réformer l'Université. À travers les étudiants, c'est le problème même de la jeunesse qui est posé, de sa place dans la société, de ses obligations et de ses droits, de son équilibre moral même. Traditionnellement, la jeunesse était vouée à la discipline et à l'effort, au nom d'un idéal, d'une conception morale en tout cas.

La discipline a en grande partie disparu. L'intrusion de la radio et de la télévision a mis les jeunes dès l'enfance au contact de la vie extérieure. L'évolution des mœurs a transformé les rapports entre parents et enfants comme entre maîtres et élèves. Les progrès de la technique et du niveau de vie ont, pour beaucoup, supprimé le sens de l'effort. Quoi d'étonnant enfin si le besoin de l'homme de croire à quelque chose, d'avoir solidement ancrés en soi quelques principes fondamentaux, se trouve contrarié par la remise en cause constante de tout ce sur quoi l'humanité s'est appuyée pendant des siècles: la famille est souvent dissoute, ou relâchée, la patrie discutée, souvent niée, Dieu est mort pour beaucoup et l'Église elle-même s'interroge sur les voies à suivre et bouleverse traditions.

Dans ces conditions, la jeunesse, non pas tant peut-être la jeunesse ouvrière ou paysanne qui connaît le prix du pain et la rude nécessité de l'effort, mais qui est plus inquiète que d'autres aussi pour son avenir professionnel, la jeunesse universitaire en tout cas, se trouve désemparée. Les meilleurs s'interrogent, cherchent, s'angoissent, réclament un but et des responsabilités. D'autres, et qui ne sont pas toujours les pires, se tournent vers la négation, le refus total et le goût de détruire.

Détruire quoi ? Ce qu'ils ont sous la main d'abord, et, pour les étudiants, c'est l'Université. Et puis la société, non pas la société capitaliste comme le croit M. Juquin (qu'il demande donc l'avis des étudiants de Varsovie, de Prague ou même de Moscou), mais la société tout court, la société moderne, matérialiste et sans âme.

Je ne vois de précédent dans notre histoire qu'en cette période désespérée que fut le XVe siècle, où s'effondraient les structures du Moyen Age et où, déjà, les étudiants se révoltaient en Sorbonne.

À ce stade, ce n'est plus, croyez-moi, le Gouvernement qui est en cause, ni les institutions, ni même la France. C'est notre civilisation elle-même. Tous les adultes et tous les responsables, tous ceux qui prétendent guider les hommes se doivent d'y songer, parents, maîtres, dirigeants professionnels ou syndicaux, écrivains et journalistes, prêtres et laïcs. Il s'agit de recréer un cadre de vie accepté de tous, de concilier ordre et liberté, esprit critique et conviction, civilisation urbaine et personnalité, progrès matériel et sens de l'effort, libre concurrence et justice, individualisme et solidarité.

Je ne cherche pas, Mesdames et Messieurs, à éviter le débat politique. Nous aurons l'occasion d'ici peu d'en parler et d'en parler complètement. Mais, en évoquant rapidement le fond des problèmes qui sont en fin de compte d'ordre philosophique plus encore que politique ou du moins relèvent de la politique au sens le plus élevé du terme, je ne crois pas m'éloigner de la question immédiate, qui est celle de notre jeunesse. Il y a trois jours, au lendemain d'une nuit d'émeute, j'ai délibérément choisi avec l'accord du général de Gaulle, l'apaisement et j'ai fait les gestes nécessaires. Aujourd'hui, je fais appel à la coopération de tous, et d'abord des étudiants, et je ferai les gestes nécessaires. Notre pays veut la paix. Notre peuple veut être heureux. Ce n'est que dans le calme et dans la collaboration de tous qu'il en trouvera la voie. Puisse, cette fois aussi, mon appel être entendu.

Appel du 22 juin 1940

Dans les territoires français d'outre-mer, les chefs tergiversent à l'annonce de la signature de l'armistice par le maréchal Pétain. Le général de Gaulle leur a adressé à chacun un appel pressant par télégramme. Il a demandé au général Noguès de prendre la tête de la résistance française dans l'Empire.

Le gouvernement français, après avoir demandé l'armistice, connaît maintenant les conditions dictées par l'ennemi.

Il résulte de ces conditions que les forces françaises de terre, de mer et de l'air seraient entièrement démobilisées, que nos armes seraient livrées, que le territoire français serait occupé et que le Gouvernement français tomberait sous la dépendance de l'Allemagne et de l'Italie.

On peut donc dire que cet armistice serait, non seulement une capitulation, mais encore un asservissement.

Or, beaucoup de Français n'acceptent pas la capitulation ni la servitude, pour des raisons qui s'appellent l'honneur, le bon sens, l'intérêt supérieur de la Patrie.

Je dis l'honneur ! Car la France s'est engagée à ne déposer les armes que d'accord avec les Alliés. Tant que ses Alliés continuent la guerre, son gouvernement n'a pas le droit de se rendre à l'ennemi. Le Gouvernement polonais, le Gouvernement norvégien, le Gouvernement belge, le Gouvernement hollandais, le Gouvernement luxembourgeois, quoique chassés de leur territoire, ont compris ainsi leur devoir.

Je dis le bon sens ! Car il est absurde de considérer la lutte comme perdue. Oui, nous avons subi une grande défaite. Un système militaire mauvais, les fautes commises dans la conduite des opérations, l'esprit d'abandon du Gouvernement pendant ces derniers combats, nous ont fait perdre la bataille de France. Mais il nous reste un vaste Empire, une flotte intacte, beaucoup d'or. Il nous reste des alliés, dont les ressources sont immenses et qui dominent les mers. Il nous reste les gigantesques possibilités de l'industrie américaine. Les mêmes conditions de la guerre qui nous ont fait battre par 5 000 avions et 6 000 chars peuvent donner, demain, la victoire par 20 000 chars et 20 000 avions.

Je dis l'intérêt supérieur de la Patrie ! Car cette guerre n'est pas une guerre franco-allemande qu'une bataille puisse décider. Cette guerre est une guerre mondiale. Nul ne peut prévoir si les peuples qui sont neutres aujourd'hui le resteront demain, ni si les alliés de l'Allemagne resteront toujours ses alliés. Si les forces de la liberté triomphaient finalement de celles de la servitude, quel serait le destin d'une France qui se serait soumise à l'ennemi ?

L'honneur, le bon sens, l'intérêt de la Patrie, commandent à tous les Français libres de continuer le combat, là où ils seront et comme ils pourront.

Il est, par conséquent, nécessaire de grouper partout où cela se peut une force française aussi grande que possible. Tout ce qui peut être réuni, en fait d'éléments militaires français et de capacités françaises de production d'armement, doit être organisé partout où il y en a.

Moi, Général de Gaulle, j'entreprends ici, en Angleterre, cette tâche nationale.

J'invite tous les militaires français des armées de terre, de mer et de l'air, j'invite les ingénieurs et les ouvriers français spécialistes de l'armement qui se trouvent en territoire britannique ou qui pourraient y parvenir, à se réunir a moi.

J'invite les chefs et les soldats, les marins, les aviateurs des forces françaises de terre, de mer, de l'air, où qu'ils se trouvent actuellement, à se mettre en rapport avec moi.

J'invite tous les Français qui veulent rester libres à m'écouter et à me suivre.

Vive la France libre dans l'honneur et dans l'indépendance !

Le 4 octobre 1984, Sankara s'adresse à la Trente-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. La source de son discours ci-après est une brochure distribuée par la représentation du Burkina Faso auprès des Nations Unies.

Monsieur le Président, Monsieur le secrétaire Général,
Honorables représentants de la Communauté internationale

Je viens en ces lieux vous apporter le salut fraternel d'un pays de 274000 km², où sept millions d'enfants, de femmes et d'hommes, refusent désormais de mourir d'ignorance, de faim, de soif, tout en n'arrivant pas à vivre véritablement depuis un quart de siècle d'existence comme Etat souverain, siégeant à l'ONU.

Je viens à cette Trente-neuvième session vous parler au nom d'un peuple qui, sur la terre de ses ancêtres, a choisi, dorénavant de s'affirmer et d'assumer son histoire, dans ses aspects positifs, comme dans ses aspects négatifs, sans complexe aucun.

Je viens enfin, mandaté par le Conseil National de la Révolution (CNR) du Burkina Faso, pour exprimer les vues de mon peuple concernant les problèmes inscrits à l'ordre du jour, et qui constituent la trame tragique des événements qui fissurent douloureusement les fondements du monde en cette fin du vingtième siècle. Un monde où l'humanité est transformée en cirque, déchirée par les luttes entre les grands et les semi-grands, battue par les bandes armées, soumise aux violences et aux pillages. Un monde où des nations, se soustrayant à la juridiction internationale, commandent des groupes hors-la-loi, vivant de rapines, et organisant d'ignobles trafics, le fusil à la main.

Monsieur le Président

Je n'ai pas ici la prétention d'énoncer des dogmes. Je ne suis ni un messie ni un prophète. Je ne détiens aucune vérité. Ma seule ambition est une double aspiration : premièrement, pouvoir, en langage simple, celui de l'évidence et de la clarté, parler au nom de mon peuple, le peuple du Burkina Faso ; deuxièmement, parvenir à exprimer aussi, à ma manière, la parole du "Grand peuple des déshérités", ceux qui appartiennent à ce monde qu'on a malicieusement baptisé Tiers Monde. Et dire, même si je n'arrive pas à les faire comprendre, les raisons que nous avons de nous révolter.

Tout cela dénote de l'intérêt que nous portons à l'ONU, les exigences de nos droits y prenant une vigueur et la rigueur de la claire conscience de nos devoirs.

Nul ne s'étonnera de nous voir associer l'ex Haute-Volta, aujourd'hui le Burkina Faso, à ce fourre-tout méprisé, le Tiers Monde, que les autres mondes ont inventé au moment des indépendances formelles pour mieux assurer notre aliénation culturelle, économique et politique. Nous voulons nous y insérer sans pour autant justifier cette gigantesque escroquerie de l'Histoire. Encore moins pour accepter d'être "l'arrière monde d'un Occident repu". Mais pour affirmer la conscience d'appartenir à un ensemble tricontinental et admettre, en tant que non-alignés, et avec la densité de nos convictions, qu'une solidarité spéciale unit ces trois continents d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique dans un même combat contre les mêmes trafiquants politiques, les mêmes exploiters économiques.

Reconnaître donc notre présence au sein du Tiers Monde c'est, pour paraphraser José Martí, "affirmer que nous sentons sur notre joue tout coup donné à n'importe quel homme du monde". Nous avons jusqu'ici tendu l'autre joue. Les gifles ont redoublées. Mais le cœur du méchant ne s'est pas attendri. Ils ont piétiné la vérité du juste. Du Christ ils ont trahi la parole. Ils ont transformé sa croix en massue. Et après qu'ils se soient revêtus de sa tunique, ils ont lacéré nos corps et nos âmes. Ils ont obscurci son message. Ils l'ont occidentalisé cependant que nous le recevions comme libération universelle. Alors, nos yeux se sont ouverts à la lutte des classes. Il n'y aura plus de gifles.

Il faut proclamer qu'il ne peut y avoir de salut pour nos peuples que si nous tournons radicalement le dos à tous les modèles que tous les charlatans de même acabit ont essayé de nous vendre vingt années durant. Il ne saurait y avoir pour nous de salut en dehors de ce refus là. Pas de développement en dehors de cette rupture.

Du reste, tous les nouveaux "maîtres-à-penser" sortant de leur sommeil, réveillés par la montée vertigineuse de milliards d'hommes en haillons, effrayés par la menace que fait peser sur leur digestion cette multitude traquée par la faim, commencent à remodeler leurs discours et, dans une quête anxieuse, recherchent une fois de plus en nos lieux et places, des concepts-miracles, de nouvelles formes de développement pour nos pays. Il suffit pour s'en convaincre de lire les nombreux actes des innombrables colloques et séminaires.

Loin de moi l'idée de tourner en ridicule les efforts patients de ces intellectuels honnêtes qui, parce qu'ils ont des yeux pour voir, découvrent les terribles conséquences des ravages imposés par lesdits "spécialistes" en développement dans le Tiers Monde. La crainte qui m'habite c'est de voir les résultats de tant d'énergies confisquées par les Prospéro de tout genre pour en faire la baguette magique destinée à nous renvoyer à un monde d'esclavage maquillé au goût de notre temps.

Cette crainte se justifie d'autant plus que la petite bourgeoisie africaine diplômée, sinon celle du Tiers Monde, soit par paresse intellectuelle, soit plus simplement parce qu'ayant goûté au mode de vie occidental, n'est pas prête à renoncer à ses privilèges. De ce fait, elle oublie que toute vraie lutte politique postule un débat théorique rigoureux et elle refuse l'effort de réflexion qui nous attend. Consommatrice passive et lamentable, elle se regorge de vocables fétichisés par l'Occident comme elle le fait de son whisky et de son champagne, dans ses salons à l'harmonie douteuse.

Discours de M. François Mitterrand, Président de la République, devant l'Assemblée fédérale tchécoslovaque, sur les perspectives d'une Europe élargie intégrant les pays de l'Est au sein d'une confédération
Prague, le 13 septembre 1990.

Monsieur le Président,
– Mesdames et messieurs,

– Dois-je le dire ? Cela paraîtrait une simple forme de politesse. Je le dirai quand même. Je suis heureux de m'adresser aujourd'hui pour la première fois aux représentants librement élus des peuples tchèque et slovaque. Les conditions dans lesquelles se sont déroulées vos élections, la participation populaire particulièrement élevée confèrent à votre assemblée une légitimité et un prestige très grands, rehaussés par le respect qui s'attache à la personne et à l'action du Président Dubcek.

– Si le rétablissement, en Tchécoslovaquie, d'un régime pluraliste est récent, vos anciennes traditions, vos pratiques démocratiques expliquent sans doute le déroulement exemplaire de la révolution, de la grande révolution qui a rendu, il y a près d'un an la liberté. Par quoi étiez-vous guidé ? Et votre peuple avec vous, dont vous êtes les porte-parole, sinon par une conscience morale, un idéal : paix, justice et finalement dans cet automne exceptionnel de l'an dernier, vous avez vous-mêmes choisi votre voie rejoignant ainsi combien de peuples démocratiques du monde et particulièrement d'Europe.

Ainsi avez-vous renoué avec les valeurs des fondateurs de la République de 1918. En premier lieu naturellement avec Tomas Masaryk pour qui, je le cite "la politique ne pouvait reposer que sur des bases morales". Pendant 20 ans, dans une Europe tourmentée où s'érigait tout autour de vous des régimes autoritaires, arrogants, agressifs, la Tchécoslovaquie a su rester un lieu de stabilité, de culture et d'humanisme, avant que ne viennent les heures noires pour vous et pour nous.

– Vous avez défendu l'honneur de votre pays pendant la guerre et depuis lors. On se souvient de ce qui fut appelé "le Printemps de Prague" brisé par la violence et nous avons aimé et admiré ceux d'entre vous qui, pendant des années, se sont refusés à ce que leur conscience se taise.

– Je rends hommage à ceux qui, connus ou inconnus, plus nombreux inconnus que connus, ont combattu, isolés, persécutés, traqués comme perdus et qui pouvaient se croire perdus, jusqu'à ce que votre peuple et un mouvement immense et digne ait donné réalité au rêve.

– Nous avons vécu disais-je au Président Vaclav Havel, que j'ai grand plaisir à saluer ici, toute cette histoire de l'entre-deux guerres mondiales, ensemble et en commun, jusqu'au jour tragique d'un abandon ou d'une rupture qui laisse des traces. Je rappelais qu'à l'époque j'étais étudiant et soldat, prêt à prendre part comme ceux de ma génération au premier jour d'une nouvelle guerre. Je rappelais avoir commencé d'écrire pour la première fois dans un journal avec la vanité d'être publié, pour dire ce que je pensais de cette offense, de ce crime contre le droit qu'était la série d'actions commises dans cette région du monde jusqu'à Munich et la suite qui s'est inscrite dans la logique de l'histoire.

Grâce à vous on peut le dire, une ère nouvelle a commencé pour notre continent. Vous les peuples qui ont réalisé au centre, à l'Est de l'Europe la plus grande révolution populaire que l'on eût connue depuis la révolution française de 1789, deux siècles après, vous avez su d'une façon générale dominer cette immense victoire qu'il s'agit maintenant de gérer et j'imagine que ce n'est pas le plus simple. Croyez-le, même si cela doit prendre du temps pour reconstruire un état de droit, une économie saine, une vie comparable à celle que vous auriez pu connaître et vivre, bref pour connaître vous-même et donner à vos enfants le mode de vie que d'autres peuples plus chanceux, préservés par l'histoire ont connu dans d'autres parties de l'Europe, cela peut prendre du temps, mais je viens ici témoigner au nom de mon pays et de quelques autres que nous serons à vos côtés pour mener à bien cet effort. Ce ne sont pas propos en l'air, car nous avons devant nous toute une série de perspectives qu'il faut maintenant cerner, car il serait inexact et même décourageant de ne

parler - lorsque l'on évoque la Tchécoslovaquie - qu'en terme de rattrapage, de retards à combler. Non, il existe des perspectives neuves et dans la mesure où elles sont neuves, vous les abordez avec un esprit neuf, vous pouvez agir rapidement et obtenir ce que vous recherchez. – Vous avez, nous avons devant nous les problèmes de l'heure, les mêmes interrogations, les mêmes espoirs et nous avons à choisir autant que possible ensemble, les routes qui mèneront à l'Europe transformée où tous les peuples de ce continent seront des partenaires égaux en souveraineté, en capacité de décision, en dignité. Nous nous sommes engagés, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, une fois la guerre achevée dans le désastre, dans les dommages et dans le deuil, dans une entreprise vraiment sans exemple qui avait pour objet la réconciliation, le dépassement des antagonismes et cela a abouti à l'Europe des six, des neuf, des dix, des douze, celle d'aujourd'hui, la Communauté économique européenne.

Intervention de Jean-Luc Mélenchon à l'Assemblée nationale le 19 mai 2020. Retrouvez ci-dessous la retranscription intégrale de cette intervention. Seul le prononcé fait foi.

Les 5 minutes dont je dispose ne me permettent pas d'exposer ce que j'aurais voulu dire à mes collègues et donc je remettrai par écrit l'analyse que les insoumis se font du moment tout à fait exceptionnel que nous venons de vivre. D'ici là, nous ne participerons ni au numéro d'autoflagellation que certains d'entre vous, en effet, ont raison de pratiquer compte tenu de leurs aveuglements passés, ni aux lettres au père Noël qui en ce moment s'expriment de tous côtés sous la forme d'un messianisme furieux à propos du monde d'après sur lequel chacun fait d'amples et vastes rêves. C'est ici et maintenant, dans le concret, que les questions qui nous sont posées continuent de se traiter et en particulier celle de la souveraineté. Il serait inouï que je m'abandonne devant vous à une dissertation générale alors même que la souveraineté de la patrie a été remise en cause aussi durement qu'elle l'a été, à mon avis, par la déclaration de madame Merkel et monsieur Macron hier, qui apparemment n'a pas semblé soulever de difficultés pour beaucoup d'observateurs, mais énormément pour moi.

Madame Merkel et monsieur Macron ont décidé que les prétendus 500 milliards d'aides européens seront attribués aux régions et aux secteurs de l'économie. En République française, la souveraineté du peuple n'est pas divisible. De quel droit certains recevraient des fonds et ensuite le peuple tout entier aurait à rembourser sans que ses représentants les aient attribués. La République française n'est pas une République fédérale, les régions françaises ne sont pas des Länder.

Madame Merkel et monsieur Macron ont autorisé la commission à émettre des emprunts. Ceux-ci seront payés par les États et leur peuple. Mais en cas de défaut d'un des pays garants ou utilisateurs de ces emprunts, le peuple français devra payer à sa place.

De quel droit monsieur Macron et madame Merkel peuvent-ils les y engager sans que le peuple ou ses représentants se soient prononcés. Par ailleurs, de quel droit la France renoncerait-elle, du mois, à la souveraineté sur sa dette ?

Madame Merkel et monsieur Macron ont autorisé un plan de relance dans lequel l'Allemagne bénéficiera de 57 % des aides versées aux entreprises, 1 000 milliards contre 200 milliards pour la France.

C'est, permettez-moi de vous le dire avec le sourire, une grave altération du traité de Lisbonne, auquel je suis hostile, concernant la concurrence libre et non faussée comme l'a déclaré le commissaire Josep Borrell et qui est décidée sans vote ni des Parlements ni des peuples.

De même pour la règle des 3% maximum de déficit autorisé qui a été abolie pour la période, fort heureusement ! Nous sommes donc entrés, sans crier gare, dans une sortie partielle des traités européens sur des points essentiels. Je m'en réjouis.

Mais cela prouve que ces règles sont inapplicables en cas de péril commun. En rejetant le traité constitutionnel européen de 2005, les peuples français et hollandais avaient donc raison, et vous venez de l'avouer !

La souveraineté de leur décision va-t-elle être désormais mise en œuvre ? Et nous sommes obligés de dire que ce qui est à l'horizon, c'est la sortie permanente des traités.

Cinquièmement, au mépris du statut de la Banque centrale européenne fixé par les traités pourtant signés par l'Allemagne elle-même, la cour Constitutionnelle de Karlsruhe s'est permis d'interpeller la Banque centrale européenne pour lui demander des comptes à propos de sa politique de rachat des dettes des États dans les banques privées. Cette Cour a donc assumé, dans le silence du gouvernement allemand, le risque de provoquer une hausse des taux d'intérêts dans les pays les plus lourdement endettés et qui sont les concurrents commerciaux de l'Allemagne comme l'Italie et la France qui continuent pour leurs parts à payer par leur dette le coût de la réunification allemande.

La Cour a donc mis en cause la souveraineté des Français et de leur Parlement qui a voté le statut de cette banque – mais pas moi, c'est le paradoxe de la situation. Mais elle l'a fait aussi en cherchant à provoquer la diminution des moyens d'action financier de notre peuple.

Sixièmement, en République et dans la tradition française et universelle, depuis Jean Bodin au 16^{ème} siècle, Jean-Jacques Rousseau au 18^{ème} et la grande Révolution de 1789, la souveraineté est indivisible. Son dépositaire exclusif est le peuple et lui seul. Cette souveraineté s'exerce sur un territoire et sur un peuple. L'Union européenne n'a pas de peuple politiquement constitué.

Elle n'a pas non plus un territoire qui la définisse mais plusieurs territoires sous administration différentes : l'espace Schengen, le marché unique, la zone euro, la Pologne qui ne participe pas à la charte des droits fondamentaux, le Danemark qui ne participe pas à la politique commune de sécurité et de défense, l'Autriche qui est neutre.

Enfin l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, compte 57 États membres parmi lesquels il n'y a pas tous les membres de l'union européenne.

Le territoire européen est donc introuvable. Et sa souveraineté de même.

La souveraineté ne peut exister que là où le territoire et le souverain se recourent.

Dans ces conditions, le seul cadre à la disposition du peuple souverain est l'État nation dont nous sommes les dépositaires. Je finis sur cette phrase.

De quel droit, sans vote ni du peuple ni du Parlement et sans mandat, le président et le gouvernement admettent que la forme des pouvoirs en France, les traités et les pactes d'amitiés que le pays a signé soient remis en cause ? Car telle est la question de notre souveraineté à cette heure.

Le 4 octobre 1984, Sankara s'adresse à la Trente-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. La source de son discours ci-après est une brochure distribuée par la représentation du Burkina Faso auprès des Nations Unies.

Monsieur le Président,

Si la terre entière, grâce à vous, avec l'aide du Secrétaire Général, parvient à l'occasion de cet anniversaire à se convaincre de cette vérité-là, elle comprendra pourquoi, avec toute la tension de notre être, nous voulons la paix entre les nations, pourquoi nous exigeons et réclamons notre droit au développement dans l'égalité absolue, par une organisation et une répartition des ressources humaines.

C'est parce que de toutes les races humaines, nous appartenons à celles qui ont le plus souffert, que nous nous sommes jurés, nous burkinabè, de ne plus jamais accepter sur la moindre parcelle de cette terre, le moindre déni de justice. C'est le souvenir de la souffrance qui nous place aux côtés de l'OLP contre les bandes armées d'Israël. C'est le souvenir de cette souffrance qui, d'une part, nous fait soutenir l'ANC et la SWAPO, et d'autre part, nous rend intolérable la présence en Afrique du Sud des hommes qui se disent blancs et qui brûlent le monde à ce titre. C'est enfin ce même souvenir qui nous fait placer l'Organisation des Nations Unies toute notre foi dans un devoir commun, dans un tâche commune pour un espoir commun.

Nous réclamons :

- Que s'intensifie à travers le monde la campagne pour la libération de Nelson Mandela et sa présence effective à la prochaine Assemblée générale de l'ONU comme une victoire de fierté collective.
- Que soit créé en souvenir de nos souffrances et au titre de pardon collectif un Prix international de l'Humanité réconciliée, décerné à tous ceux qui par leur recherche auraient contribué à la défense des droits de l'homme.
- Que tous les budgets de recherches spatiales soient amputés de 1/10000e et consacrés à des recherches dans le domaine de la santé et visant à la reconstitution de l'environnement humain perturbé par tous ces feux d'artifices nuisibles à l'écosystème

Nous proposons également que les structures des Nations Unies soient repensées et que soit mis fin à ce scandale que constitue le droit de veto. Bien sûr, les effets pervers de son usage abusif sont atténués par la vigilance de certains de ses détenteurs. Cependant, rien ne justifie ce droit : ni la taille des pays qui le détiennent ni les richesses de ces derniers.

Si l'argument développé pour justifier une telle iniquité est le prix payé au cours de la guerre mondiale, que ces nations, qui se sont arrogé ces droits, sachent que nous aussi nous avons chacun un oncle ou un père qui, à l'instar de milliers d'autres innocents arrachés au Tiers Monde pour défendre les droits bafoués par les hordes hitlériennes, porte lui aussi dans sa chair les meurtrissures des balles nazies. Que cesse donc l'arrogance des grands qui ne perdent aucune occasion pour remettre en cause le droit des peuples. L'absence de l'Afrique du Club de ceux qui détiennent le droit de veto est une injustice qui doit cesser.

Enfin ma délégation n'aurait pas accompli tous ses devoirs si elle n'exigeait pas la suspension d'Israël et le dégagement pur et simple de l'Afrique du Sud de notre organisation. Lorsque, à la faveur du temps, ces pays auront opéré la mutation qui les introduira dans la Communauté internationale, chacun de nous nous, et mon pays en tête, devra les accueillir avec bonté, guider leur premier pas.

Nous tenons à réaffirmer notre confiance en l'Organisation des Nations Unies. Nous lui sommes redevables du travail fourni par ses agences au Burkina Faso et de la présence de ces dernières à nos côtés dans les durs moments que nous traversons.

Nous sommes reconnaissants aux membres du Conseil de Sécurité de nous avoir permis de présider deux fois cette année les travaux du Conseil. Souhaitons seulement voir le Conseil admettre et

appliquer le principe de la lutte contre l'extermination de 30 millions d'êtres humains chaque année, par l'arme de la faim qui, de nos jours, fait plus de ravages que l'arme nucléaire.

Cette confiance et cette foi en l'Organisation me fait obligation de remercier le Secrétaire général, M. Xavier Pérez de Cuellar, de la visite tant appréciée qu'il nous a faite pour constater, sur le terrain, les dures réalités de notre existence et se donner une image fidèle de l'aridité du Sahel et la tragédie du désert conquérant.

Je ne saurai terminer sans rendre hommage aux éminentes qualités de notre Président (Paul Lusaka de Zambie) qui saura, avec la clairvoyance que nous lui connaissons, diriger les travaux de cette Trente-neuvième session.

Monsieur le Président,

J'ai parcouru des milliers de kilomètres. Je suis venu pour demander à chacun de vous que nous puissions mettre ensemble nos efforts pour que cesse la morgue des gens qui n'ont pas raison, pour que s'efface le triste spectacle des enfants mourant de faim, pour que disparaisse l'ignorance, pour que triomphe la rébellion légitime des peuples, pour que se taise le bruit des armes et qu'enfin, avec une seule et même volonté, luttant pour la survie de l'Humanité, nous parvenions à chanter en chœur avec le grand poète Novalis :

"Bientôt les astres reviendront visiter la terre d'où ils se sont éloignés pendant nos temps obscurs ; le soleil déposera son spectre sévère, redeviendra étoile parmi les étoiles, toutes les races du monde se rassembleront à nouveau, après une longue séparation, les vieilles familles orphelines se retrouveront et chaque jour verra de nouvelles retrouvailles, de nouveaux embrassement ; alors les habitants du temps jadis reviendront vers la terre, en chaque tombe se réveillera la cendre éteinte, partout brûleront à nouveau les flammes de la vie, les vieilles demeures seront rebâties, les temps anciens se renouvelleront et l'histoire sera le rêve d'un présent à l'étendue infinie".

A bas la réaction internationale !

A bas l'impérialisme !

A bas le néocolonialisme !

A bas le fantochisme !

Gloire éternelle aux peuples qui luttent pour leur liberté !

Gloire éternelle aux peuples qui décident de s'assumer pour leur dignité !

Victoire éternelle aux peuples d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie qui luttent !

La Patrie ou la mort, nous vaincrons !

Je vous remercie.

Allocution télévisée de M. Emmanuel Macron, président de la République, sur la lutte contre l'épidémie de Covid-19 par l'augmentation des lits en réanimation, l'extension des restrictions de déplacement à l'ensemble du territoire métropolitain, la fermeture des établissements scolaires et l'accélération de la vaccination, à Paris le 31 Mars 2021.

Intervenant(s) :

[Emmanuel Macron](#) - Président de la République

Mes chers compatriotes, de métropole, de l'outre-mer et de l'étranger.

La crise sanitaire que nous traversons, cette épidémie de COVID-19, dure depuis maintenant plus d'un an.

Un an de peine, d'épreuves, où nous aurons été au moins 4 millions et demi à contracter la maladie et où bientôt 100 000 familles auront été endeuillées.

Un an d'efforts pour tous. D'angoisses, de sacrifices. De fiertés aussi et d'actes héroïques.

Un an où, ensemble, nous avons résisté et appris. Un an où nous avons tenu. Je vous l'avais dit dès le début : nous allons vivre avec le virus. C'est bien cela.

Alors si ce soir je m'adresse à vous, avec autant d'humilité que de détermination, c'est pour vous dire que nous allons tenir, encore, et essayer de faire le point sur l'épidémie, les prochaines étapes. Essayer de voir dire que si nous restons unis, solidaires, si nous savons, durant les prochaines semaines, nous organiser, alors nous verrons le bout du tunnel. Et nous nous retrouverons.

Si je m'adresse à vous, c'est pour appeler à la mobilisation de chacun pour ce mois d'avril où beaucoup se joue.

Où en sommes-nous aujourd'hui ?

Après un confinement dur lors de la première vague au printemps 2020, puis ce qu'on a appelé un confinement adapté lors de la seconde vague à l'automne dernier, nous avons opté depuis le début de cette année 2021 pour une réponse qui visait à freiner l'épidémie sans nous confiner.

Trois principes n'ont cessé de nous guider.

D'abord la sécurité : vous protéger, ne jamais transiger sur la santé des Françaises et des Français, permettre à chacun d'être soigné dans les meilleures conditions.

Ensuite le deuxième principe, c'est l'équilibre : c'est-à-dire prendre en compte les conséquences aussi des restrictions sur nos enfants et leur éducation, sur l'économie, la société, la santé mentale notamment des plus jeunes, veiller à ne pas pénaliser les territoires où le virus circule moins ou peu.

Et puis le troisième principe, c'est la responsabilité : c'est-à-dire faire confiance. Préférer, aux contraintes pour tous, le civisme de chacun pour avoir les bons comportements face au virus, limiter ses contacts, se faire tester au premier symptôme et s'isoler lorsqu'on est positif.

Sécurité, équilibre, responsabilité : ce sont ces trois principes qui nous ont conduit, fin janvier, à privilégier le renforcement de cette stratégie tester-alerter-protéger, le couvre-feu, la fermeture de certains établissements, sur le reconfinement général du pays.

Nous avons tous consentis des efforts importants et le virus a continué de circuler, il continue de circuler aujourd'hui fortement.

Mais là où beaucoup de nos voisins ont décidé de confiner, il y a maintenant quatre mois, nos voisins Allemands par exemple, là où nous amis italiens en sont à leur quatrième confinement, nous avons, aussi par ces choix collectifs que nous avons fait, gagné des jours précieux de liberté, des semaines d'apprentissage pour nos enfants, nous avons permis à des centaines de milliers de travailleurs de garder la tête hors de l'eau sans jamais perdre le contrôle de l'épidémie.

Nous avons donc je le crois bien fait. Croire en la responsabilité des Français, ce n'est jamais un pari.

Ces dernières semaines, nous faisons face à une nouvelle donne. Depuis, au fond, les premiers jours du mois, nous sommes entrés dans une course de vitesse.

D'un côté, le déploiement de la vaccination qui permet d'espérer raisonnablement une sortie de crise, et je vais y revenir.

Et de l'autre, la propagation dans toute l'Europe d'une nouvelle forme de virus, ce variant qui a été identifié pour la première fois chez nos voisins britanniques à la fin de l'année dernière, et qui en quelque sorte a fait apparaître une épidémie dans l'épidémie.

Celle-ci est :

- plus étendue qu'au printemps dernier : ce qui fait qu'aucune région métropolitaine n'est désormais épargnée.

- et celle-ci est aussi plus dangereuse qu'à l'automne : ce qui fait que le virus est plus contagieux mais aussi plus meurtrier. Les services de réanimations ont à prendre en charge des personnes en bonne santé qui ont aujourd'hui 60 ans, même 50 ans, quelques-uns parfois plus jeunes. Retenez un chiffre : 44% des patients en réanimations ont aujourd'hui moins de 65 ans.

Face à ce double phénomène, nous avons décidé le 18 mars de prendre, pour près de vingt départements, des restrictions complémentaires au couvre-feu national qui était déjà en vigueur.

Messieurs les présidents,
Mesdames,
Mesdemoiselles,
Messieurs,

En ce jour où je prends possession de la plus haute charge, je pense à ces millions et ces millions de femmes et d'hommes, ferment de notre peuple, qui, deux siècles durant, dans la paix et la guerre, par le travail et par le sang, ont façonné l'Histoire de France, sans y avoir accès autrement que par de brèves et glorieuses fractures de notre société.

C'est en leur nom d'abord que je parle, fidèle à l'enseignement de Jaures, alors que, troisième étape d'un long cheminement, après le Front populaire et la Libération, la majorité politique des Français démocratiquement exprimée vient de s'identifier à sa majorité sociale.

Il est dans la -nature d'une grande nation de concevoir de grands desseins. Dans le monde d'aujourd'hui, quelle plus haute exigence pour notre pays que de réaliser la nouvelle alliance du socialisme et de la liberté, quelle plus belle ambition que l'offrir au monde de demain ? C'est, en tout cas, l'idée que je m'en fais et la volonté qui me porte, assuré qu'il ne peut y avoir d'ordre et de sécurité là où règnerait l'injustice, gouvernerait l'intolérance. C'est convaincre qui m'importe et non vaincre. Il n'y a eu qu'un vainqueur le 10 mai 1981, c'est l'espoir. Puisse-t-il devenir la chose de France la mieux partagée | Pour cela j'avancerai sans jamais me lasser sur le chemin du pluralisme, confrontation des différences dans le respect d'autrui. Président de tous les Français, je veux les rassembler pour les grandes causes qui nous attendent et créer en toutes circonstances les conditions d'une véritable communauté nationale.

J'adresse mes vœux personnels à M. Valéry Giscard d'Estaing. Mais ce n'est pas seulement d'un homme à l'autre que s'effectue cette passation de pouvoirs, c'est tout un peuple qui doit se sentir appelé à exercer les pouvoirs qui sont, en vérité, les siens.

De même si nous projetons notre regard hors de nos frontières, comment ne pas mesurer le poids des rivalités d'intérêts et les risques que font peser sur la paix de multiples affrontements. La France aura à dire avec force qu'il ne saurait y avoir de véritable communauté internationale tant que les deux tiers de la planète 'tiers monde' continueront d'échanger leurs hommes et leurs biens contre la faim et le mépris.

Une France juste et solidaire qui entend vivre en paix avec tous peut éclairer la marche de l'humanité. À cette fin, elle doit d'abord compter sur elle-même. J'en appelle ici à tous ceux qui ont choisi de servir l'État "fonctionnaires". Je compte sur le concours de leur intelligence, de leur expérience et de leur dévouement.

À toutes les Françaises et à tous les Français, au-delà de cette salle, je dis ayons confiance et foi dans l'avenir.

Vive la République, Vive la France.

Appel du 18 juin 1940 - l'appel à la Résistance lancé par le général de Gaulle

Le 18 juin 1940, le général de Gaulle prononce, depuis Londres sur les ondes de la BBC, un appel à la résistance invitant les Français à refuser la capitulation, à résister et à combattre.

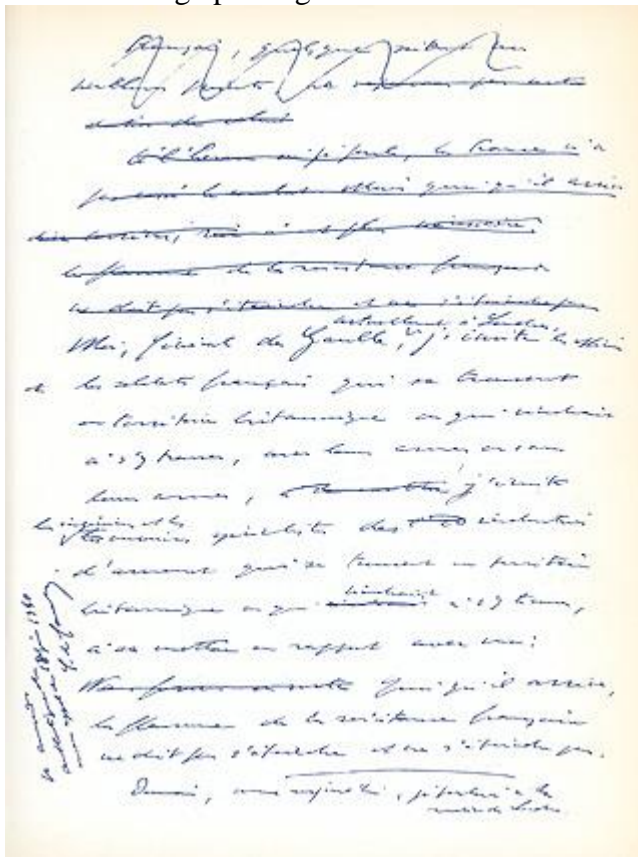
Les chefs qui, depuis de nombreuses années, sont à la tête des armées françaises, ont formé un gouvernement.

Ce gouvernement, alléguant la défaite de nos armées, s'est mis en rapport avec l'ennemi pour cesser le combat.

Affiche ayant suivi l'appel du 18 juin 1940
du général de Gaulle



3ème feuillet du manuscrit de l'Appel
rédigé par le général de Gaulle



Certes, nous avons été, nous sommes, submergés par la force mécanique, terrestre et aérienne, de l'ennemi.

Infiniment plus que leur nombre, ce sont les chars, les avions, la tactique des Allemands qui nous font reculer. Ce sont les chars, les avions, la tactique des Allemands qui ont surpris nos chefs au point de les amener là où ils en sont aujourd'hui.

Mais le dernier mot est-il dit ? L'espérance doit-elle disparaître ? La défaite est-elle définitive ? Non !

Croyez-moi, moi qui vous parle en connaissance de cause et vous dis que rien n'est perdu pour la France. Les mêmes moyens qui nous ont vaincus peuvent faire venir un jour la victoire.

Car la France n'est pas seule ! Elle n'est pas seule ! Elle n'est pas seule ! Elle a un vaste Empire derrière elle. Elle peut faire bloc avec l'Empire britannique qui tient la mer et continue la lutte. Elle peut, comme l'Angleterre, utiliser sans limites l'immense industrie des Etats-Unis.

Cette guerre n'est pas limitée au territoire malheureux de notre pays. Cette guerre n'est pas tranchée par la bataille de France. Cette guerre est une guerre mondiale. Toutes les fautes, tous les retards, toutes les souffrances, n'empêchent pas qu'il y a, dans l'univers, tous les moyens nécessaires pour écraser un jour nos ennemis. Foudroyés aujourd'hui par la force

mécanique, nous pourrons vaincre dans l'avenir par une force mécanique supérieure. Le destin du monde est là.

Moi, Général de Gaulle, actuellement à Londres, j'invite les officiers et les soldats français qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, avec leurs armes ou sans leurs armes, j'invite les ingénieurs et les ouvriers spécialistes des industries d'armement qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, à se mettre en rapport avec moi.

Quoi qu'il arrive, la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas.

Demain, comme aujourd'hui, je parlerai à la Radio de Londres.

Discours radiodiffusé, Londres, 8 novembre 1942

Le 7 novembre 1942, Américains et Britanniques ont commencé à débarquer en Afrique du Nord française des forces considérables sans participation officielle de la France combattante...

Les alliés de la France ont entrepris d'entraîner l'Afrique du Nord française dans la guerre de libération. Ils commencent à y débarquer des forces énormes. Il s'agit de faire en sorte que notre Algérie, notre Maroc, notre Tunisie constituent la base de départ pour la libération de la France. Nos alliés américains sont à la tête de cette entreprise.

Le moment est très bien choisi. En effet, après une victoire écrasante, nos alliés britanniques, secondés par les troupes françaises, viennent de chasser d'Égypte les Allemands et les Italiens et pénètrent en Cyrénaïque. D'autre part, nos alliés russes ont définitivement brisé, sur la Volga et dans le Caucase, la suprême offensive de l'ennemi. Enfin, le peuple français, rassemblé dans la résistance, n'attend que l'occasion pour se lever tout entier.

La France Combattante, qui déjà a remis dans la guerre sacrée une partie de l'Empire, a toujours espéré et toujours voulu que tout le reste en fasse autant. Tout le reste ! C'est-à-dire surtout cette Afrique du Nord française, où tant de gloires furent jadis acquises, où tant de forces sont présentes.

Chefs français, soldats, marins, aviateurs, fonctionnaires, colons français d'Afrique du Nord, levez-vous donc ! Aidez nos Alliés ! Joignez-vous à eux sans réserves. La France qui combat vous en adjure. Ne vous souciez pas des noms, ni des formules. Une seule chose compte : le salut de la patrie ! Tous ceux qui ont le courage de se remettre debout, malgré l'ennemi et la trahison, sont d'avance approuvés, accueillis, acclamés par tous les Français Combattants. Méprisez les cris des traîtres qui voudraient vous persuader que nos alliés veulent prendre pour eux notre Empire.

Allons ! Voici le grand moment ! Voici l'heure du bon sens et du courage. Partout l'ennemi chancelle et fléchit. Français de l'Afrique du Nord ! que par vous nous rentrions en ligne, d'un bout à l'autre de la Méditerranée, et voilà la guerre gagnée grâce à la France !

Discours radiodiffusé, Londres, 6 juin 1944

Le général de Gaulle s'est rendu en Angleterre le 3 juin 1944 pour assister au commencement des opérations alliées de débarquement en France. Le 6 juin 1944, il s'adresse au pays par la radio depuis Londres.

La Bataille suprême est engagée !

Après tant de combats, de fureurs, de douleurs, voici venu le choc décisif, le choc tant espéré. Bien entendu, c'est la bataille de France et c'est la bataille de la France !

D'immenses moyens d'attaque, c'est-à-dire pour nous, de secours, ont commencé à déferler à partir des rivages de la vieille Angleterre. Devant ce dernier bastion de l'Europe à l'ouest fut arrêté naguère la marée de l'oppression allemande. Voici qu'il est aujourd'hui la base de départ de l'offensive de la liberté. La France, submergée depuis quatre ans, mais non point réduite, ni vaincue, la France est debout pour y prendre part.

Pour les fils de France, où qu'ils soient, quels qu'ils soient, le devoir simple et sacré est de combattre par tous les moyens dont ils disposent. Il s'agit de détruire l'ennemi, l'ennemi qui écrase et souille la patrie, l'ennemi détesté, l'ennemi déshonoré.

L'ennemi va tout faire pour échapper à son destin. Il va s'acharner sur notre sol aussi longtemps que possible. Mais, il y a beau temps déjà qu'il n'est plus qu'un fauve qui recule. De Stalingrad à Tarnapol, des bords du Nil à Bizerte, de Tunis à Rome, il a pris maintenant l'habitude de la défaite.

Cette bataille, la France va la mener avec fureur. Elle va la mener en bon ordre. C'est ainsi que nous avons, depuis quinze cents ans, gagné chacune de nos victoires. C'est ainsi que nous gagnerons celle-là.

En bon ordre ! Pour nos armées de terre, de mer, de l'air, il n'y a point de problème. Jamais elles ne furent plus ardentes, plus habiles, plus disciplinées. L'Afrique, l'Italie, l'océan et le ciel ont vu leur force et leur gloire renaissantes. La Terre natale les verra demain !

Pour la nation qui se bat, les pieds et les poings liés, contre l'opresseur armé jusqu'aux dents, le bon ordre dans la bataille exige plusieurs conditions.

La première est que les consignes données par le Gouvernement français et par les chefs français qu'il a qualifiés pour le faire soient exactement suivies.

La seconde est que l'action menée par nous sur les arrières de l'ennemi soit conjuguée aussi étroitement que possible avec celle que mènent de front les armées alliées et françaises. Or, tout le monde doit prévoir que l'action des armées sera dure et sera longue. C'est dire que l'action des forces de la Résistance doit durer pour aller s'amplifiant jusqu'au moment de la déroute allemande.

La troisième condition est que tous ceux qui sont capables d'agir, soit par les armes, soit par les destructions, soit par le renseignement, soit par le refus du travail utile à l'ennemi, ne se laissent pas faire prisonniers. Que tous ceux-là se déroberont d'avance à la clôture ou à la

déportation ! Quelles que soient les difficultés, tout vaut mieux que d'être mis hors de combat sans combattre.

La bataille de France a commencé. Il n'y a plus, dans la nation, dans l'Empire, dans les armées, qu'une seule et même volonté, qu'une seule et même espérance. Derrière le nuage si lourd de notre sang et de nos larmes voici que reparaît le soleil de notre grandeur !

Le 11 mars 2007, Jacques Chirac s'adressait pour la dernière fois aux Français à la télévision en tant que président de la République depuis l'Élysée. Un discours dans lequel il réaffirmait son amour de la France, l'importance de la défense des valeurs républicaines, et pointait déjà l'urgence du défi écologique et des inégalités à travers le monde.

Mes chers compatriotes de métropole, d'outre-mer, de l'étranger,

Ce soir, c'est avec au cœur l'amour et la fierté de la France que je me présente devant vous.

La France est une Nation ardente et indépendante. La France, c'est une Nation engagée pour la justice et pour la paix. C'est une voix qui s'élève au-dessus des intérêts particuliers.

La France, mes chers compatriotes, je l'aime passionnément. J'ai mis tout mon cœur, toute mon énergie, toute ma force, à son service, à votre service. Servir la France, servir la paix, c'est l'engagement de toute ma vie.

J'aurais voulu, bien sûr, bousculer davantage les conservatismes et les égoïsmes, pour répondre plus vite aux difficultés que connaissent certains d'entre vous. Mais je suis fier du travail que nous avons accompli ensemble. Fier d'avoir restauré avec vous des valeurs républicaines essentielles, comme le principe de laïcité. Fier d'avoir conduit des réformes importantes, pour garantir nos retraites ou mieux aider les personnes âgées dépendantes et les personnes handicapées. Fier d'avoir combattu sans relâche l'insécurité et fait reculer la délinquance. Fier de voir les Françaises et les Français engagés sur les chemins de l'innovation et de l'avenir. Fier surtout d'avoir montré que, contre le chômage, il n'y avait pas de fatalité. Même s'il faut aller beaucoup plus loin, le chômage est au plus bas depuis un quart de siècle. La France tient son rang. La France affirme sa place dans le monde.

Tout cela, c'est grâce à vous, grâce à votre talent, grâce à votre créativité. Grâce aussi, et je le mesure bien, aux efforts considérables que vous avez consentis.

Mes chers compatriotes,

Au terme du mandat que vous m'avez confié, le moment sera venu pour moi de vous servir autrement. Je ne solliciterai pas vos suffrages pour un nouveau mandat. D'une manière différente, mais avec un enthousiasme intact et la même passion d'agir pour vous, je continuerai à mener les combats qui sont les nôtres, les combats de toute ma vie, pour la justice, pour le progrès, pour la paix, pour la grandeur de la France.

S'agissant des échéances électorales, j'aurai l'occasion d'exprimer mes choix personnels. Mais ce soir, et au nom de la confiance que vous m'avez témoignée, je voudrais vous adresser plusieurs messages.

D'abord, ne composez jamais avec l'extrémisme, le racisme, l'antisémitisme ou le rejet de l'autre. Dans notre histoire, l'extrémisme a déjà failli nous conduire à l'abîme. C'est un poison. Il divise. Il pervertit, il détruit. Tout dans l'âme de la France dit non à l'extrémisme.

Le vrai combat de la France, le beau combat de la France, c'est celui de l'unité, c'est celui de la cohésion. Oui, nos valeurs ont un sens ! Oui, la France est riche de sa diversité ! Oui, l'honneur de la politique, c'est d'agir d'abord pour l'égalité des chances ! C'est de permettre à chacun, à chaque jeune, d'avoir sa chance. Ce combat, malgré tous les obstacles, et même si je mesure le chemin qui reste à parcourir, il est désormais bien engagé. Il doit nous unir dans la durée. C'est l'une des clés de notre avenir.

Mon deuxième message, c'est que vous devez toujours croire en vous et en la France. Nous avons tant d'atouts. Nous ne devons pas craindre les évolutions du monde. Ce nouveau monde, il faut le prendre à bras-le-corps. Il faut continuer à y imprimer notre marque. Et il faut le faire sans jamais brader notre modèle français. Ce modèle, il nous ressemble. Et surtout il est profondément adapté au monde d'aujourd'hui, si nous savons le moderniser en permanence.

Nous devons poursuivre résolument dans la voie de la réforme, en faisant toujours le choix du travail, de l'innovation et de l'esprit d'entreprise.

Mon troisième message c'est l'Europe.

Lors du référendum, vous avez exprimé vos doutes, vos inquiétudes, vos attentes. Il est vital de poursuivre la construction européenne. Les nationalismes qui ont fait tant de mal à notre continent peuvent renaître à tout moment. Et ce n'est pas seuls que nous ferons face aux bouleversements économiques du monde. La France doit affirmer l'exigence d'une Europe puissance. D'une Europe politique. D'une Europe qui garantisse notre modèle social. C'est notre avenir qui est en jeu. Portons toujours cet idéal et cette volonté.

Mon quatrième message, c'est que la France n'est pas un pays comme les autres. Elle a des responsabilités particulières, héritées de son histoire et des valeurs universelles qu'elle a contribué à forger. Ainsi, face au risque d'un choc des civilisations, face à la montée des extrémismes notamment religieux, la France doit défendre la tolérance, le dialogue et le respect entre les hommes et entre les cultures. L'enjeu : c'est la paix, c'est la sécurité du monde.

De même, il serait immoral et dangereux de laisser, sous l'effet d'un libéralisme sans frein, se creuser le fossé entre une partie du monde de plus en plus riche et des milliards d'hommes, de femmes et d'enfants abandonnés à la misère et au désespoir. Le devoir de la France, c'est de peser de tout son poids pour que l'économie mondiale intègre la nécessité du développement pour tous.

Enfin, il y a la révolution écologique qui s'engage. Si nous ne parvenons pas à concilier les besoins de croissance de l'humanité et la souffrance d'une planète à bout de souffle, nous courons à la catastrophe. C'est une révolution dans nos esprits tout autant qu'à l'échelle mondiale qu'il faut mener. Pour concevoir un nouveau mode de relation avec la nature et inventer une autre croissance. Avec sa recherche, avec ses entreprises, avec son agriculture, avec l'avance qu'elle a prise dans le nucléaire et les choix résolus qu'elle a faits dans les énergies renouvelables, la France a tous les atouts pour relever ce défi majeur du XXI^e siècle.

Mes chers compatriotes,

Vous l'imaginez, c'est avec beaucoup d'émotion que je m'adresse à vous ce soir. Pas un instant, vous n'avez cessé d'habiter mon cœur et mon esprit. Pas une minute, je n'ai cessé d'agir pour servir cette France magnifique. Cette France que j'aime autant que je vous aime. Cette France riche de sa jeunesse, forte de son histoire, de sa diversité, assoiffée de justice et d'envie d'agir. Cette France qui, croyez-moi, n'a pas fini d'étonner le monde.

Vive la République ! Vive la France !

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la France face au terrorisme, la politique étrangère, la lutte contre le chômage et sur l'élection présidentielle de 2017, à Paris le 31 décembre 2016.

• [François Hollande](#)

Circonstance : Voeux aux Français, le 31 décembre 2016

Mes chers compatriotes,
Ce soir, c'est la dernière fois que je vous présente mes vœux comme Président de la République. C'est pour moi un moment d'émotion et de gravité. Je veux le partager avec vous, Françaises et Français de toutes origines, de toutes convictions, de toutes confessions, de métropole et d'outre-mer.

Je veux d'abord vous parler de ce que vous avez enduré cette dernière année lorsque notre pays a été frappé par de terribles attentats : celui de Nice le 14 juillet dernier mais aussi de Magnanville, de Saint-Etienne-du-Rouvray. Je pense en cet instant aux victimes, à leur famille, aux blessés qui souffrent dans leur cœur et dans leur chair. Je sais aussi l'inquiétude qui est toujours la vôtre face à cette menace terroriste qui ne faiblit pas, comme hélas en témoigne ce qui s'est produit à Berlin ces derniers jours. Il me revient donc avec le gouvernement de Bernard CAZENEUVE d'assurer votre protection. J'y consacre tous les moyens nécessaires et je veux rendre hommage à nos policiers, à nos gendarmes, à nos militaires qui se dévouent jusqu'au sacrifice pour assurer notre sécurité. Face aux attaques, vous avez tenu bon. Les terroristes voulaient vous diviser, vous séparer, vous effrayer, vous avez montré que vous étiez plus forts, rassemblés, solidaires et unis. Vous n'avez pas céder aux amalgames, aux stigmatisations, aux vaines querelles. Vous avez continué à vivre, à travailler, à sortir, à circuler, à chérir la liberté. Vous pouvez être fiers de vous. Mais nous n'en avons pas terminé avec le fléau du terrorisme. Il nous faudra continuer à le combattre -à l'extérieur, c'est le sens de nos opérations militaires au Mali, en Syrie, en Irak- Irak où je me rendrai après-demain pour saluer nos soldats. Le combattre aussi à l'intérieur pour déjouer des attentats, mettre hors d'état de nuire les individus dangereux et prévenir la radicalisation djihadiste. Soyez certains d'une chose : que de cette lutte contre la barbarie, notre démocratie sortira victorieuse.

Mes chers compatriotes, cinq années de présidence m'ont forgé une expérience que je veux vous livrer ce soir : la France est un pays admiré, attendu et même espéré partout dans le monde. C'est sans doute l'héritage de notre Histoire, de notre langue, de notre culture mais c'est surtout le respect qu'inspirent nos valeurs, notre mode de vie, notre attachement pour la liberté. C'est ce qui explique que lorsque nous sommes attaqués, le monde entier est à nos côtés. C'est ce qui donne du crédit à la parole de la France pour porter de grandes causes -je pense à la lutte contre le réchauffement climatique, rappelez-vous, c'est à Paris qu'un accord historique a été conclu ; vous en voyez avec les pics de pollution l'impérieuse nécessité surtout de le mettre en oeuvre. Alors je vous l'affirme : la France ne laissera personne ni aucun Etat, fût-il le plus grand, remettre en cause cet acquis majeur de la communauté internationale. Face aux puissances, les anciennes comme les nouvelles, la France doit réaffirmer son indépendance. Dans un environnement international plein d'incertitudes, avec un climat de guerre froide, peu de pays ont par leur défense, c'est-à-dire leur armée et la politique étrangère, la capacité de décider souverainement. Nous l'avons. Et nous devons tout faire pour préserver cette liberté stratégique parce que la France a un rang et un message à défendre. Elle n'accepte pas les violations des droits humains les plus élémentaires -l'utilisation des armes chimiques, les massacres de populations civiles comme à Alep, les persécutions des minorités religieuses, la soumission de la femme. La France n'admet jamais le fait accompli, la mise en cause des frontières. Elle cherche partout par le dialogue, des solutions, y compris au Proche et au Moyen-Orient. La France se bat pour le développement de l'Afrique et la réduction des inégalités car elle sait que là se situe le règlement des migrations. Voilà ce que signifie être Français aujourd'hui et je voudrais que vous

puissiez, là-encore, en être fiers.
Mes chers compatriotes, tout au long de mon mandat, je n'ai qu'une priorité : redresser notre économie pour faire baisser le chômage. Je revendique les choix que j'ai fait -les résultats arrivent, plus tard que je ne les avais prévus, j'en conviens mais ils sont là- les comptes publics ont été rétablis, la Sécurité sociale est à l'équilibre, la compétitivité de nos entreprises a été retrouvée, la construction de logements atteint un niveau record, l'investissement repart et, surtout le nombre de demandeurs d'emploi baisse enfin depuis un an. Parallèlement, je l'ai voulu ainsi, le progrès social n'a pas arrêté sa course ; de nouveaux droits ont été ouverts pour les salariés, pour la formation tout au long de leur vie, pour l'insertion des jeunes, pour l'accès de tous à la santé. Il reste encore à faire mais le socle est là, les bases sont solides. Ces succès, ce sont les vôtres. Vous devez vous en emparer, non pour nier les difficultés -elles demeurent- occulter les souffrances -elles sont là- ou repousser les choix -il y en aura à faire- mais pour prendre conscience de vos atouts, de vos talents, de vos capacités, de vos réussites. Notre principal adversaire, c'est le doute. Vous devez avoir confiance en vous, surtout face aux défis qui nous attendent. En cette fin d'année, ce que nous croyions acquis parfois pour toujours -la démocratie, la liberté, les droits sociaux, l'Europe et même la paix- tout cela devient vulnérable, réversible. On l'a vu au Royaume-Uni avec le Brexit et aux Etats-Unis lors de l'élection du mois de novembre, on le voit sur notre continent à travers la montée des extrémismes. Il y a dans l'Histoire des périodes où tout peut basculer. Nous en vivons une. Dans à peine cinq mois, vous aurez, mes chers compatriotes, à faire un choix. Il sera décisif pour la France, il y va de son modèle social auquel vous êtes attachés car il garantit l'égalité de tous face aux aléas de la vie et notamment la santé. Il y va de ses services publics, essentiels, et notamment l'école de la République, là où beaucoup se joue et notamment pour la jeunesse qui est notre espérance. Il y va aussi de la capacité de notre pays à saisir les grandes mutations que sont la révolution numérique et la transition énergétique pour en faire des facteurs de croissance, de bien-être, d'emplois et non des éléments supplémentaires de précarité et d'instabilité. Il y va enfin de nos valeurs. La France est ouverte au monde, elle est européenne, elle est fraternelle. Comment imaginer notre pays recroquevillé derrière des murs, réduit à son seul marché intérieur, revenant à sa monnaie nationale et en plus en discriminant ses enfants selon leurs origines ! Mais ce ne serait plus la France !
Voilà les enjeux majeurs. Les débats qui s'ouvrent les éclaireront mais dans ces circonstances, le rôle des forces et des personnalités politiques est immense. Elles doivent être à la hauteur de la situation, faire preuve de lucidité, éviter de brutaliser la société et puis aussi écarter la dispersion pour certaines de nos forces politiques qui entraînerait d'ailleurs leur élimination. Mais c'est vous quoi qu'il arrive, qui aurez le dernier mot. C'est pourquoi votre responsabilité est aussi grande et la France compte sur vous.
Pour ma part, jusqu'au dernier jour de mon mandat, je serai pleinement à ma tâche pour servir notre pays ; agir pour la France, se battre pour la justice et le progrès, c'est l'engagement de toute ma vie. Je n'y renoncerai jamais. J'ai partagé avec vous des épreuves et des souffrances mais aussi des joies et des bonheurs. J'ai eu l'immense fierté d'avoir été à la tête d'un peuple debout, fidèle à lui-même et à sa vocation universelle. C'est un lien indéfectible qui nous unit et que rien n'altèrera. C'est fort de cette conviction que je vous adresse du fond du cœur mes vœux les plus chaleureux pour cette nouvelle année. Vive la République ! Vive la France !